



# LE DEVOIR

Vol. XCVI N° 84

LE LUNDI 18 AVRIL 2005

87c + TAXES = 1\$

## Blocage Québec-Ottawa sur Kyoto

LOUIS-GILLES FRANCEUR

Les négociations en vue d'une entente Canada-Québec sur l'application du Plan national de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Québec sont «figées dans une mauvaise passe»

après un an de pourparlers plutôt sporadiques, ont confié au *Devoir* des sources proches du cercle des négociateurs.

Les stratégies fédérales affectées au dossier Kyoto auraient été quelque peu refroidies par les exigences et la précision des demandes adressées par le Québec dans

un premier temps. Ces demandes ciblaient des secteurs où des projets précis pourraient être lancés si une éventuelle entente définissait et garantissait des enveloppes budgétaires et des priorités conjointes. À Québec, on ne veut pas que, en voulant protéger les compagnies pétrolières de l'Ouest, Ottawa frappe certains sec-

teurs industriels québécois névralgiques. On ne veut pas non plus que les priorités du Québec se retrouvent en rang parmi les centaines de demandes qui seront adressées par toutes les provinces au Fonds fédéral

VOIR PAGE A 8: KYOTO

DOSSIER



## Porno.com

Les jeunes consomment Internet à un rythme excessif. Et avis aux parents un brin naïfs, pas seulement pour étudier! Abonnés au clavardage, ils profitent d'un accès indécemment aisé à des images à saveur pornographique. Cette frénésie cybernétique pourrait-elle expliquer en partie la banalisation des pratiques sexuelles qui survient chez les jeunes, et de plus en plus tôt? *Le Devoir* poursuit, et termine, aujourd'hui sa série de textes sur la sexualité des adolescents.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

À u club vidéo du coin, impossible de mettre la main sur une cassette étalant crûment la bestialité. Sur Internet toutefois, il s'agit d'un jeu d'enfant: il peut suffire de taper quelques lettres sur le clavier — b-e-s-t-i-a-l-i-t-y — pour que nous sautent au visage de perturbantes images où s'entremêlent les acrobaties d'un serpent, d'un doberman ou d'un étalon avec des... femmes.

Dans un reportage-choc diffusé l'an dernier à Radio-Canada, *Enjeux* avait démontré de façon éloquentes — et combien déconcertante — la portée du Web sur la sexualité des jeunes. La quasi-totalité

VOIR PAGE A 4: PORNO

## La prochaine saison de théâtre est sauvée

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La tenue de la saison 2005-2006 des plus importants théâtres du Québec est désormais assurée: les acteurs de l'Union des artistes (UDA), qui avaient entrepris en janvier une grève de signature pour tous les contrats de la prochaine saison des compagnies regroupées au sein de Théâtres associés inc. (TAI), ont en effet accepté hier les conditions d'une entente de principe intervenue la semaine dernière entre l'UDA et TAI, au terme de négociations qualifiées «d'éprouvantes».

Quelque 250 des 1100 membres du secteur Scénaristique réunis hier à Québec et à Montréal ont donc voté dans une quasi-unanimité pour approuver un document (valable jusqu'en 2008) qui répond de prime abord à l'ensemble de leurs revendications prioritaires: les cachets minimaux versés pour chaque représentation sont en effet augmentés, mais, surtout, les comédiens ont obtenu que soient payées séparément toutes les heures de répétition effectuées en préparation d'une production.

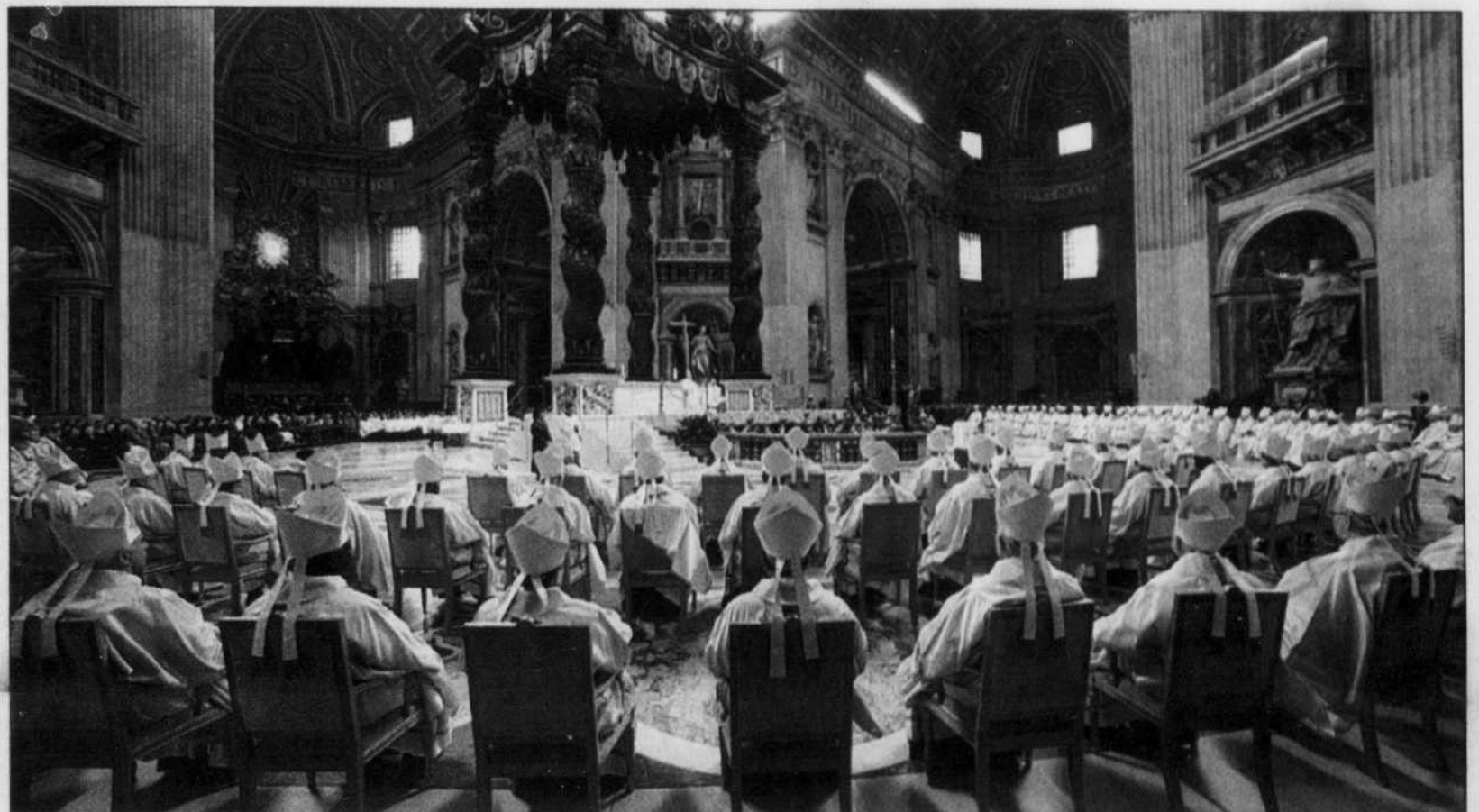
Jusqu'ici, le paiement de 110 de ces heures était inclus dans le cachet de représentation. À partir de maintenant, les comédiens seront payés 13 \$ l'heure pour chaque heure de préparation dans la majorité

VOIR PAGE A 8: SAISON

INDEX

7	Annances..... B 4	Idées..... A 7
7	Avis publics... B 5	Météo..... B 5
7	Convergence... B 6	Monde..... A 5
7	Culture..... B 8	Mots croisés... B 5
7	Décès..... B 4	Religions..... B 5
7	Économie..... B 1	Sports..... B 4
7	Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7

## Le conclave s'ouvre à Rome



KIMIMASA MAYAMA REUTERS

LES CARDINAUX de l'Église catholique réunis à Rome ont assisté samedi à une messe spéciale présidée par leur confrère chilien Jorge Arturo Medina Estevez, celui-là même qui sera chargé d'annoncer au monde le nom du pape qui sera élu cette semaine. La cérémonie, qui mettait fin à un deuil de neuf jours, a notamment servi à détruire symboliquement l'anneau du Pêcheur, la bague portée par Jean-Paul II, pour bien marquer la fin de son pontificat. Le conclave des cardinaux se réunit dès aujourd'hui pour choisir le prochain pape. Nos informations en page A 2.

L'ENTREVUE

## L'imparfait du présent

Le philosophe Alain Finkielkraut analyse le monde qui se défait, de l'affaire Juppé à l'antisémitisme et au choc Amérique-Europe

Quand l'éminent philosophe français Alain Finkielkraut parle du monde qui nous entoure, il ne s'agit pas de petites pensées édulcorées ni de recettes du bonheur au quotidien. Tout entier engagé contre un présent imparfait, il livre sa lecture du déclin. Chez Finkielkraut, tout est chaos.

SÉBASTIEN BARANGÉ

Alain Finkielkraut fait partie de cette espèce des grands esprits censés éclairer leurs concitoyens. On réclame son avis sur tout, il est de ceux convoqués par les médias, les politiques, les puissants, pour comprendre comment le monde marche, ou plutôt pourquoi il ne marche pas.

Depuis le succès de *La Défaite de la pensée* en 1987 à *Au nom de l'autre* en 2003, il ne cesse de se pencher avec lucidité et parfois nostalgie sur ce monde en perte de valeurs. Si la marche alimentait l'esprit des péripatéticiens adeptes d'Aristote, chez Finkielkraut, c'est la parole qui nourrit la pensée. «Tu parles, donc je pense», disait le philosophe en préface de *L'Ingratitude*. Contrat respecté: il parle, et il pense. «Finky», comme l'appellent certains de ses amis, critique avec sévérité, prend à rebrousse-poil.

Cassandra de notre temps, Finkielkraut garde en éveil l'esprit trop facilement tenté par la médiocrité du présent: le politiquement correct. Son jugement est sans appel: «Le politiquement correct n'est ni clairvoyant ni modeste, il se suffit à lui-même, il a réponse à tout, c'est un esprit de supériorité absolue et imbu-

JEAN-PIERRE MULLER AGENCE FRANCE-PRESSE  
Alain Finkielkraut

vable.» C'est précisément ce travers qui, selon lui, a conduit à ce qu'on appelle maintenant au Québec «l'affaire Juppé».

Finkielkraut se dit «stupéfait et indigné par la réaction et l'appel d'un certain nombre d'universitaires québécois pour que l'ancien premier ministre français Alain Juppé soit carrément interdit de séjour: je trouve cela exorbitant, et même délirant». M. Juppé n'a commis aucun «crime grave», mais bien un délit, selon le droit français. «Il n'était pas question d'enrichissement personnel, au nom de quoi il faudrait émettre contre lui une espèce de fatwa planétaire?», s'indigne le philosophe.

Qualifiant la prise de position d'intellectuels québécois: «Ce n'est pas courageux, c'est conformiste, grégaire et complètement idiot!» Il réclame un peu d'humilité et aussi que l'Amérique (au sens large du terme) reste ouverte

VOIR PAGE A 8: FINKIELKRAUT

DOSSIER

## Le Vietnam sous l'influence viêt kiêu

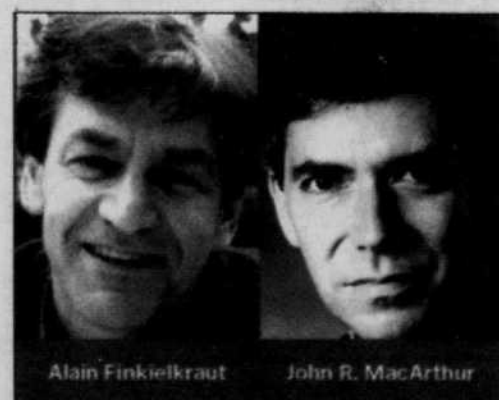
La chose était impossible à envisager. Et pourtant. Près de 30 ans après la tragédie des *boat people*, le pays d'Ho Chi Minh doit composer désormais avec un nouvel exode, inverse cette fois-ci comme en témoigne, chaque année, le retour par centaine de milliers des membres de sa diaspora. Un retour qui s'accompagne aujourd'hui d'une certaine influence ouvertement sociale et économique, mais aussi plus discrètement politique et idéologique qui pourrait bien accélérer les réformes en cours, comme l'a constaté dans ce troisième article d'une série de quatre, notre journaliste de retour d'un séjour d'un mois et demi au Vietnam.

FABIEN DEGLISE

Hanoï — Scène de la vie quotidienne dans un restaurant bondé d'Hanoï, la capitale du Vietnam: sous le bruit des aliments crépitant dans les chaudrons en cuisine, une trentaine de clients attablés finissent leur repas, sous le regard curieux des hordes de touristes en voyage organisé débarquant au temple de la Littérature, un vestige couru de l'ère chinoise, situé juste en face.

L'ambiance est chaleureuse, le décor branché, le personnel jeune, souriant, attentionné et le patron des lieux, comblé, butinant de table en table pour discuter avec sa clientèle. Une clientèle qui lui semble

VOIR PAGE A 8: VIETNAM



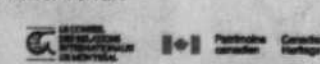
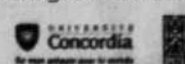
## Le choc Amérique-Europe: quel dialogue après la faille atlantique?

Débat bénéfique au profit de la revue *Argument* entre le philosophe Alain Finkielkraut et le directeur de la revue *Harper's Magazine* John R. MacArthur.

Des billets sont en vente à la Librairie Gallimard au 3700 boul. Saint-Laurent.  
Animé par Antoine Robitaille  
Jeudi, le 21 avril 2005, à 19h30  
Au Musée des Beaux-Arts de Montréal  
50 \$: 65 \$ avec un abonnement d'un an à la revue  
Renseignements: (514) 522-2443  
redaction@revueargument.ca



LE DEVOIR Gallimard



ARGUMENT  
www.revueargument.ca

## DOSSIER

## Le grand désarroi

On voit des filles qui, à 16 ans, ont tout fait et arrêtent soudainement  
«pour se préserver pour le prince charmant, le vrai»



LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

En mettant l'accent sur une sexualité banalisée et accessible, une sexualité en somme plus mécanique, la société québécoise envoie un signal extrêmement ambigu à ses jeunes au point que l'on assiste à un renversement étonnant. Aujourd'hui, les adolescents font l'amour et rêvent d'être amoureux alors qu'avant ils étaient amoureux et rêvaient de faire l'amour. Une tendance de plus en plus lourde, dont les filles sont les premières victimes.

Dans son cabinet, la D<sup>re</sup> Franziska Baltzer s'interroge sur les conséquences que peut avoir une telle attitude sur ses jeunes patients.

Pour eux, le sexe est devenu de plus en plus créatif. Plutôt que d'aller au cinéma ou au restaurant, ils ont des relations sexuelles ensemble, raconte la directrice de la clinique des adolescents à l'Hôpital de Montréal pour enfants. «Même s'ils n'ont pas de chums, ils ont beaucoup de sexe, surtout du sexe oral. Il me semble que les filles qui font des blow jobs à droite et à gauche sont abusées, car elles ne reçoivent rien en retour.»

À l'Institut national de santé publique du Québec, la question de l'égalité des sexes est revenue hanter les chercheurs là où ils ne l'attendaient pas, chez la plus jeune génération.

Pour le D<sup>r</sup> Marc Steben, il est clair qu'il y a de moins en moins de cohésion sociale aujourd'hui. «Avant, j'avais peur de mettre une fille enceinte, parce qu'il fallait alors l'épouser. Aujourd'hui, la sexualité est devenue très individualiste: "j'ai du fun, si mon partenaire en a aussi tant mieux, sinon tant pis", tranche le médecin-conseil.

La coordonnatrice du projet Relations amoureuses des jeunes, un programme qui offre de l'aide aux intervenants scolaires, juge en effet que les jeunes sont de plus en plus nombreux à s'oublier dans leur exploration de la sexualité tout simplement parce qu'ils sont généralement incapables de cerner leurs propres besoins. Ils vont plutôt imiter leurs pairs, quitte à forcer la note, raconte Chantal Hamel.

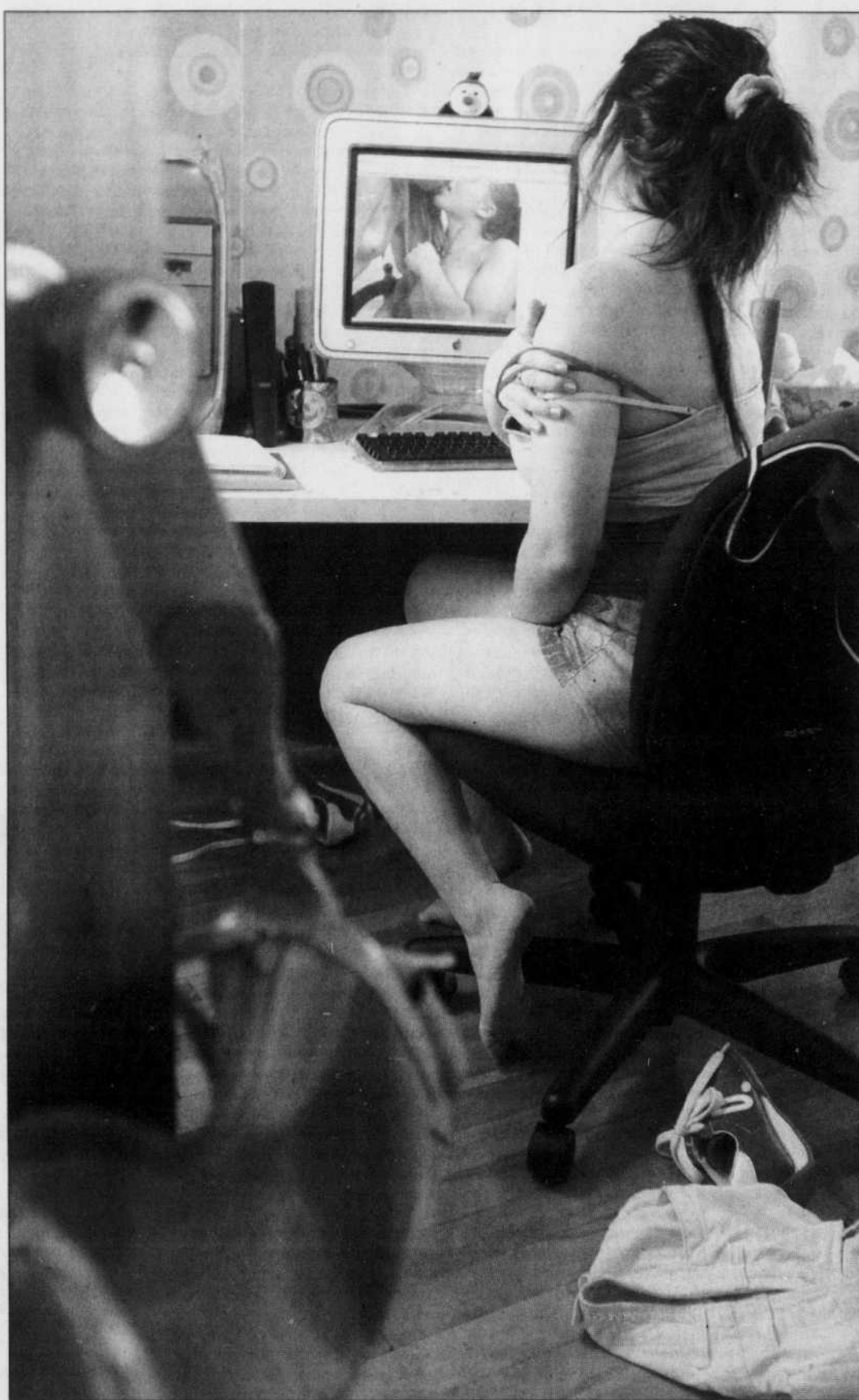
Quand elle voit à quelles pressions sont soumises les jeunes filles d'aujourd'hui, Mme Hamel ne peut s'empêcher de s'interroger sur leurs motivations profondes. «On se pose beaucoup de questions quant au plaisir qu'elles retirent de cette façon de vivre leur sexualité. Certaines y voient un pouvoir, mais, physiologiquement parlant, il ne faut pas se leurrer, ça reste plus difficile pour les filles d'avoir un orgasme, surtout à cet âge.»

## Consentement

Pour la coordonnatrice du programme J'AVISE, qui vise à prévenir les agressions à caractère sexuel auprès de la population des écoles secondaires, c'est même devenu le nerf de la guerre.

On parle toujours aux jeunes de harcèlement, de voyeurisme, d'inceste ou de viol, mais de plus en plus de consentement, explique Chantal Dagenais.

«Ils sont souvent très surpris d'entendre que ce n'est pas parce qu'ils sortent avec quelqu'un qu'ils ne pourront pas vivre d'agressions sexuelles. Ils pensent que c'est normal de tout faire, qu'ils doivent au



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L'éducation sexuelle de beaucoup de jeunes vient des sites pornographiques qu'ils fréquentent sans aucun filtre.

moins ça à leur partenaire, même si ça les ne tente pas. Et quand on dit tout, ça comprend la relation anale, la relation sexuelle, la fellation. Pour eux, c'est

ça la sexualité», explique Mme Dagenais, qui remarque que cette vision est d'autant plus difficile à déconstruire que bien des adultes pensent aussi de

même. Selon Statistique Canada, une adolescente sur trois et un adolescent sur six ont vécu une agression sexuelle, des chiffres qui sont constants depuis plusieurs années. Cela dit, le visage du harceleur, lui, a changé.

Les intervenants sur le terrain voient de plus en plus de couples se former sur des bases plus mercantiles entre une très jeune fille et un garçon plus âgé. «L'exploitation sexuelle entre jeunes, ça existe, assure Mme Dagenais. Ça commence avec des petits cadeaux, puis avec des plus grands et, en retour, les jeunes doivent consentir à des actes sexuels.»

Résultat: l'intervention auprès des jeunes qui pratiquent une telle sexualité est devenue autrement plus complexe, note le psychiatre Pierre H. Tremblay. «Il est très difficile de tracer des frontières claires entre la séduction, l'agression sexuelle et le conformisme aux pressions de l'entourage, tout ça entre sous le même parapluie», explique celui qui est représentant de la santé publique dans le projet Relations amoureuses des jeunes.

Selon lui, il ne faut pas avoir peur d'aborder la question du consentement avec les jeunes. «L'utilisation de l'alcool est encore très présente en matière d'agression sexuelle. On parle beaucoup de la pilule du viol, mais c'est absolument marginal, alors que l'alcool est une tactique très fréquente; c'est la meilleure drogue du viol», assure M. Tremblay, qui dénonce la popularité grandissante des «concours de calage» qui apportent leur lot de premiers soirs qui déchantent.

## En quête d'amour

Paradoxalement, l'amour reste un élément central dans la vie des jeunes. Quand les intervenants de Relations amoureuses des jeunes les interrogent, ils sont majoritairement à avouer avoir une conception assez idéalisée de l'amour. «Autant ils sont très préoccupés par l'opinion de leurs pairs, autant leur modèle suprême reste leurs parents. Ceux dont les parents sont restés ensemble espèrent reproduire la même chose et ceux dont les parents ont eu de multiples relations ne veulent pas reproduire cela», raconte Chantal Hamel.

Cela dit, la façon dont certains jeunes vivent leur sexualité fait en sorte que cet idéal devient extrêmement difficile à atteindre, l'âge adulte venu. «Un viol d'une fille par douze gars, ça magane une fille. Des gars qui se branlent de 11 à 16 ans devant des scènes de gagging, ils arrivent devant une vraie fille, et ils ne sont pas tellement fonctionnels», explique la sexologue Jocelyne Robert, auteur de huit livres sur la sexualité des enfants et des adolescents.

À l'unité de gynécologie du CHU Sainte-Justine, l'infirmière Doris Ouellet voit plusieurs de ces jeunes qui se sont brûlé les ailes. «Il ne faut pas négliger le fait qu'il y a beaucoup de dépendance affective de la part de nos jeunes filles. Pour elles, être aimé est bien important, et la sexualité est une façon de l'être.»

La quête d'amour n'est en effet jamais bien loin, surtout chez les filles-mères, une population stable depuis quelques années.

«Elles ne réalisent seulement qu'après la venue du bébé que ce sera à elles de donner encore une fois de l'amour», déplore Mme Ouellet. D'autres, plus pragmatiques, décident tout simplement de cesser toutes activités. «On voit des jeunes qui, à 16 ans, ont tout fait et arrêtent soudainement pour se préserver pour le prince charmant, le vrai», se surprend encore la D<sup>re</sup> Franziska Baltzer.

Avec la collaboration  
de Marie-Andrée Chouinard  
Le Devoir

FIN DU DOSSIER

## PORNO

SUIITE DE LA PAGE A 1

d'entre eux étant branchés sur la Toile, on y apprendrait que 80 % des enfants mentaient hardiment à leurs parents le temps venu de dire ce qu'ils fabriquaient des heures durant devant l'écran. 75 % des parents, à l'inverse, s'affirmaient convaincus d'un usage tout à fait innocent de ce Web captivant.

De plus en plus d'écoles composent avec des situations malheureuses où, après avoir clavardé naïvement avec un inconnu, une jeune fille a expédié photos ou vidéos à son interlocuteur pour les retrouver ensuite dans l'immensité du Web. On a ainsi vu des jeunes filles, devenues la risée d'une école entière, changer de terrain scolaire en plein milieu d'année, histoire de fuir les taquineries.

«Je dis aux jeunes: "Affichez-vous une photo de votre vulve en plein Journal de Montréal, avec votre nom et votre adresse en dessous? Non? Mais c'est exactement ce que vous faites en expédiant une image de vous nue sur Internet!", explique Louiselle Roy, directrice du programme français pour le Réseau Éducation-Médias.

Cet organisme canadien, qui vante les mérites de l'éducation aux médias et à Internet, compile des statistiques décapantes: 80 % des jeunes Canadiens naviguent sur Internet de la maison, et la moitié d'entre eux sans aucune surveillance. Au fil de fructueux clavardages, le quart d'entre eux se sont pourtant fait proposer une rencontre avec un inconnu croisé au hasard du Net, ce que 15 % ont accepté, dont 20 % sans personne pour les accompagner...

## Surdose de pornographie

La sociologue Diane Pacom refuse de faire porter la totalité du blâme sur les larges épaules d'Internet. «La faute à Internet? Pas seulement ça», réplique la professeure de l'Université d'Ottawa, qui convient toutefois de l'accessibilité déconcertante aux images pornographiques permise par le Web.

«C'est la société dans son entier qui nous dévoile une

pornographie constante et continue.»

Peut-être pas coupable de tous les maux, le Web a cependant permis un accès commode à une surdose de pornographie, que les jeunes regardent semble-t-il en abondance, sans aucun filtre critique pour leur désigner la portion d'interdit et de saugrenu dans le lot.

«Quand ton éducation sexuelle vient des sites pornographiques sur Internet, tu ne peux pas t'imaginer qu'une relation sexuelle, ce n'est pas forcément se faire sodomiser, avaler le sperme ou s'en faire perger plein la face», explique sans détour le D<sup>r</sup> Marc Steben, médecin-conseil à l'Institut national de santé publique du Québec. «La sexualité devient de plus en plus expérimentale. Il suffit pour cela de voir le nombre de jeunes filles qui se font demander de "faire les trois trous" dès leur première relation, à 12 ou 13 ans. Quand un jeune garçon nous demande pourquoi sa blonde ne jouit pas quand il lui fait pipi dessus, c'est clair que son éducation sexuelle ne lui vient pas d'un cours secondaire.»

Depuis qu'il s'est mis à la page électronique, le service d'écoute téléphonique Tel-Jeunes a ainsi vu les jeunes rehausser le niveau de questions sur le thème — le plus en vogue — de la sexualité. Alors que les intervenants n'avaient jamais eu à y faire face, ils ont soudainement dû répondre de la «normalité de la bestialité», au moins une fois par semaine.

«Les jeunes se questionnent sur la normalité de la chose», raconte Linda Primeau, superviseuse clinique à Tel-Jeunes. «Ils l'ont soit essayé, soit vu sur Internet, et ils veulent savoir si c'est normal comme pratique, ou si c'est normal de l'avoir fait, carrément.»

Au même titre, les «trips à trois», la bisexualité et la sodomie trônent dans la liste des questions qui reviennent régulièrement, à côté des plus traditionnelles interrogations sur la longueur du pénis ou encore la douleur d'une première relation sexuelle. «La sodomie revient souvent dans les questions des jeunes, et toujours dans cet esprit de normalité», explique Mme Primeau, de Tel-Jeunes. «Comme les jeunes

s'éduquent en quelque sorte à la sexualité au moyen de la cyberpornographie, ils s'imaginent que ce sont des pratiques obligées.»

L'organisme a d'ailleurs dû réfléchir à la manière de répondre à ces questions en insistant encore davantage sur le respect de soi. «Nos interventions sont très axées sur l'estime, le choix, le droit de dire non», explique Mme Primeau, qui précise que ces questions liées à des pratiques inédites ne sont pas reproduites sur le site Internet de Tel-Jeunes, et ce, volontairement.

## Parents avertis ou impuissants?

Lors d'une formation offerte à des parents sur la sexualité des jeunes, dans une école secondaire de Montréal, une mère au fait de certaines allées et venues de son fils sur des sites pornographiques confiait son impuissance. «Nous avons confronté notre fils à ce qu'il avait vu [une photo porno montrant une femme avec un bouquet de carottes introduit dans le sexe] et que nous avons découvert», a-t-elle raconté, à la recherche d'une manière de composer avec le problème. «Il n'a pas nié, mais a expliqué que c'était un défi que ses chums avaient lancé à l'école. Il fallait déjouer les filtres informatiques placés par les parents, et aller compter le nombre de carottes pour en parler à l'école le lendemain.»

Lorsque des parents lui lancent ce type de SOS, le Réseau Éducation-Médias transmet de l'information préventive sur la sécurité et Internet, en lien notamment avec l'avènement du clavardage et l'usage des Webcam. Les parents que Louiselle Roy rencontre sont soit tout à fait conscients des dangers, et cherchent à en savoir davantage, ou au contraire, «ils ne savent absolument rien et n'auraient pas la moindre idée des manières de filtrer ce qu'il y a sur Internet.»

L'organisme vante les mérites d'un esprit critique affûté et d'une trame morale derrière des conseils de nature plus pratique. «Je dis aux parents: "Ce n'est pas juste une question technique de sécurité, mais aussi d'éthique", explique Louiselle Roy. «Transférez vos valeurs sur Internet aussi! Demandez à vos enfants avec qui ils clavardent: il n'y a rien de top secret là-dans!»

Les policiers, qui récoltent tant bien que mal les plaintes liées à l'exploitation sexuelle des enfants en

ligne, distribuent bien quelques recommandations d'usage à l'intention des parents. Comme utiliser des logiciels de protection bloquant l'accès aux sites offensants, installer l'ordinateur en pleine salle familiale plutôt que dans l'intimité de la chambre d'ado ou encore limiter l'usage des fameuses Webcam.

Au Canada, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes a décrété en 1999 qu'elle ne soumettrait pas Internet à ses lois, ce que l'Angleterre, par exemple, a choisi de faire, en renvoyant aux fournisseurs de services Internet la responsabilité du contenu qu'ils divulguent.

Mais la Toile est un «monstre insaisissable», comme l'explique le sergent Yves Grimard, responsable de l'unité des communications et des relations avec la communauté pour la Sûreté du Québec, district de l'Outaouais. Dans ce coin du Québec, la police municipale, provinciale et fédérale s'est alliée pour sensibiliser les parents. «Internet, c'est tellement impersonnel que, quand les enfants sont victimes de quelqu'un sur leur écran, ils ont l'impression qu'en faisant DELETE ou OFF sur la machine, le problème s'en va», explique M. Grimard. «Mais ce n'est pas comme ça que ça fonctionne.»

Si la cyberpornographie vient de changer l'ensemble des données qu'on possédait sur la sexualité des jeunes, les sexologues croient que, au-delà des recommandations d'usage, la discussion avec les jeunes demeure un remède certain pour éviter la panique.

«Les jeunes ont besoin de savoir que, si tout est apparemment possible en sexualité, tout n'est pas normal pour autant et tout n'est pas permis», explique Francine Duquet, sexologue spécialisée en éducation sexuelle auprès des enfants et des adolescents. «Je reste confiante, malgré tout», explique la sexologue Jocelyne Robert, qui vient d'écrire *Le Sexe en mal d'amour*, un livre qui dénonce «le vacarme sexuel» dans lequel on baigne. «Quand on prend le temps, quand des personnes significatives leur parlent et leur proposent autre chose, les jeunes réagissent. Mais il faut agir.»

Avec la collaboration  
de Louise-Maude Rioux Soucy  
Le Devoir

# LES ACTUALITÉS

## FINKIELKRAUT

SUITE DE LA PAGE 1

à la venue de professeurs invités apportant avec eux expérience et vision différente du monde.

Jusqu'à présent, souligne Finkielkraut, «les Américains n'ont rien trouvé à redire à cette contribution européenne; peut-être que, maintenant, ils sont tellement politiquement corrects qu'ils n'ont besoin de personne, mais là, si le schisme devait prendre cette forme, alors je me sentais, moi, très européen». Finkielkraut voit dans tout cela l'illustration d'une espèce de fossé qui se creuse sournoisement entre l'Amérique et l'Europe.

### La faille atlantique

Un ancien contentieux existe entre cette vieille Europe patrie d'aristocratie et les modernes États-Unis, qu'il qualifie de vulgaires et médiocres. «On a cru que la chute du communisme allait faire taire cette divergence; elle s'est ranimée autour du concept de l'hyperpuissance, de l'idée que tout le mal venait des États-Unis, et aujourd'hui, l'Amérique et l'Europe incarnent deux manières d'être au monde, deux manières de faire de la politique, deux utopies», constate-t-il. C'est bien entendu la guerre en Irak qui a cristallisé ces différences. Certains parlent de la chute de l'empire et parallèlement d'ascension européenne, mais il n'y a pas de confrontation frontale réelle.

Finkielkraut nuance et parle de «faille atlantique», d'un schisme qui n'exclut pas des accords provisoires, des réconciliations et des embrassades. Mais nous restons en présence de deux sensibilités divergentes qui ne peuvent se réconcilier profondément. «L'Amérique est une nation qui vise les moyens militaires pour arriver à ses fins, et l'Europe incarne l'utopie d'un univers réglé par l'économie, la morale et le droit», lâche tristement le philosophe. Cette Europe, qui pense l'intégration de la Turquie, s'éloigne toujours davantage du modèle américain. «Elle est prise dans un engrenage d'élargissement qui va à l'encontre de toute politique de puissance.» Et pourtant, la mondialisation qui homogénéise n'est-elle pas en train d'étendre ce modèle américain dans l'Europe tout entière?

Définir l'Europe, comme le fait Alain Finkielkraut, par le marché, le droit et la morale, n'est-ce pas aussi la rapprocher du modèle américain? En pensant cela, nous faisons erreur: «L'Amérique constitue malgré tout une nation, ce que l'Europe n'est pas et ne veut plus être; elle se prétend postnationale.» L'avenir de l'Europe se trouverait dans le multiculturalisme, idéologie chérie des États-Unis et du Canada. «Puisque nous ne sommes rien, nous pouvons tout accueillir, et quand on n'a pas de culture, on est multiculturel», ironise celui qui dit non à cette Europe.

### Non à l'Europe

Cette possible et imparfaite Europe en devenir — ou déjà là, car Finkielkraut pense qu'il est trop tard — substitue le culte des droits de la personne et le devoir de mémoire à sa propre histoire. «On nous a dit, au moment de la célébration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la libération d'Auschwitz, que c'était le lieu fondateur de l'Europe, ce qui signifie bien que l'Europe est née d'une sorte de réputation d'elle-même», analyse ce fils de maroquinier juif polonais immigré en France et déporté en 1941.

Mais les droits de la personne n'ont pas de frontières; comment, alors, dessiner celles de l'Europe? Sur ce précepte de base qui ne peut offrir un ciment à l'Europe, Finkielkraut estime qu'on cherche un universel excluant les particularités et nous rapprochant donc dangereusement d'une tentation raciste.

Au référendum de mai prochain sur la Constitution européenne, Alain Finkielkraut votera non, mais il aimerait surtout que «les Européens se souviennent qu'ils sont à la fois innovateurs et héritiers», et que l'on cesse de substituer la bureaucratie à la démocratie. «Cette Europe si fière de se critiquer elle-même et de tenir à distance ses vieux démons est particulièrement désarmée devant les grands défis que représentent la mutation démographique et l'arrivée de populations non européennes», s'inquiète celui qui, dans son dernier ouvrage, parle de «antisémitisme qui vient».

### Antiraciste et antisémite

L'Europe se construit sur ce rejet viscéral de l'Holocauste, mais pour certains, immigrés noirs ou arabes, selon Finkielkraut, «la commémoration de l'Holocauste est vécue comme un affront à la souffrance de tous les autres peuples». Les commémorations devaient freiner l'antisémitisme, elles le réveillent. En France, aborder cette période sombre dans les cours d'histoire de certaines classes serait devenu impossible. «Les nouveaux arrivants, leurs enfants, quelquefois leurs petits-enfants sont pleins de haine et de rancœur; ils dénoncent le lobby juif et parlent d'une France toujours coloniale et esclavagiste.»

Finkielkraut s'est fait le penseur de ce nouvel antisémitisme verbal et physique qui sévit aussi au Québec. «Hier encore, le souvenir de la Shoah montrait au monde que les juifs n'étaient pas cette grande puissance occulte dénoncée jusqu'à aujourd'hui en ex terminant les deux tiers; aujourd'hui, ce souvenir fonctionne à l'inverse», constate le philosophe. Si Auschwitz occupe cette place centrale dans notre culture, c'est bien que les juifs ont le pouvoir d'accaparer la compassion, pensent ceux qui relancent le mythe du pouvoir juif.

Le philosophe ajoute: «Israël n'est qu'une pièce dans cette paranoïa qui ne s'arrêtera pas, même si la situation se normalise entre Israël et les Arabes.» Certains, comme le président de la Ligue des droits de l'homme en France, Michel Tubiana, ont reproché à Finkielkraut de donner une lecture uniquement ethnique de la haine sociale. Elle est aussi alimentée par la colère d'immigrés eux-mêmes, victimes d'un racisme ancien et d'islamophobie violente.

Le philosophe estime que «la mémoire, c'est quelque chose que nous devons aux victimes, mais je ne crois pas qu'elle puisse avoir aujourd'hui une véritable vocation pédagogique»; elle ne doit pas non plus alimenter la haine d'un groupe par rapport à un autre. Par ce que certains ont qualifié de «combat judaïque», Finkielkraut jette de l'huile sur le feu. Mais, selon lui, la maison Europe est déjà en flammes, l'Amérique grégarie n'est «ni clairvoyante ni modeste». Désenchanté, le philosophe se rappelle alors ces vers d'Aragon: «Est-ce ainsi que les hommes vivent.»

Alain Finkielkraut prononcera des conférences à Montréal: «Le nouvel antisémitisme»: 20 avril, 20h, Centre Gelber, 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine. «Le choc Amérique-Europe»: 21 avril, 19h30, Musée des beaux-arts.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333. Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais).

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Média, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## KYOTO

SUITE DE LA PAGE 1

du partenariat, où elles seront vraisemblablement évaluées au mérite. Ce fonds est doté d'une enveloppe de trois milliards.

Selon une source québécoise proche du cercle très restreint des négociateurs, Ottawa aurait souhaité que Québec signe une entente-cadre générale, remplie de pétitions de bonne foi sur la concertation autour d'objectifs communs. C'est d'ailleurs ce que contiennent, en gros, les ententes signées par quatre provinces jusqu'à présent, dont l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard.

«On voulait au moins définir les secteurs précis où Ottawa prioriserait son aide au Québec», dira une des sources québécoises dans ce dossier.

Ottawa aurait répondu à la proposition initiale du Québec par une proposition jugée «trop générale et peu susceptible d'aider à reformuler une stratégie québécoise». Néanmoins, du côté québécois à tout le moins, on se dit prêt à «mettre les bouchées doubles pour avoir une entente et des priorités d'ici au début de l'été».

Une autre source québécoise attribue le retard du dossier au fait qu'Ottawa «avait la tête ailleurs dans les derniers mois avec l'obligation de peaufiner son propre plan». Mais d'autres sources encore plus critiques disent au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) que le «dossier est dans les faits au point mort du côté québécois» même si on prétend au niveau plus politique vouloir le faire avancer rapidement.

### Une «stratégie» plutôt qu'un plan

Quant au plan de lutte contre les changements climatiques de l'an 2000, que le gouvernement Landry avait entrepris de mettre à jour en 2002 avec une commission parlementaire tenue juste avant les élections, il serait «carrément au point mort». Il y a visiblement consensus là-dessus de haut en bas du ministère.

Néanmoins, dans l'entourage du titulaire du MDDEP, Thomas Mulcair, on affirme vouloir «publier une stratégie québécoise sur les changements climatiques» d'ici au début de l'été, ce qui est sensiblement différent d'un plan d'interventions structurées, avec budgets, ressources humaines et techniques à l'appui.

«Mais on s'approcherait d'un nouveau plan de beaucoup, si on avait une entente avec Ottawa qui nous permettrait de savoir quels seront les secteurs prioritaires où le fédéral pourrait investir», note une source québécoise proche du cercle des négociateurs. On dit même à ce niveau que, si l'argent est rare à Québec, les budgets de certains ministères, comme au Développement économique et régional, pourraient être réorientés si les apports fédéraux permettaient de grossir les enveloppes budgétaires. Il faudrait aussi savoir si Ottawa est figé sur les vieilles règles 50-50 %, ou 30-30-30 % pour les projets privés.

personnalités en vue et de représentants du peuple, un héritage du règne d'Ho Chi Minh, est chargée, selon la constitution vietnamienne de 1992, de veiller au bon fonctionnement de l'État et de conseiller les élus dans leur travail.

La nomination est prestigieuse pour M. Thanh. Mais elle témoigne aussi de l'ouverture évidente du Vietnam à sa diaspora — composée de 200 000 personnes, descendance comprise, au Canada seulement — que Hanoï compte bien mettre à profit pour poursuivre la marche du pays vers une économie de plus en plus libérale et mondialisée.

Les dirigeants vietnamiens auraient d'ailleurs tort de s'en passer. «Les Viet kiêu ont des bagages intéressants», résume Khanh Pham installé à Ho Chi Minh-Ville depuis 1999 après plus de 20 ans d'exil au Québec. «Ils ont évolué dans des économies et des cultures différentes, ont étudié dans une multitude de domaines, comme la gestion, l'informatique, les technologies, et aujourd'hui le Vietnam a une soif de connaissances dans tous ces domaines pour aller là où il veut.»

La matière grise est effectivement attirante. Elle a d'ailleurs valu, il y a quelques années, à Kiên Quoc Bui, un architecte français d'origine vietnamienne, une invitation en règle du gouvernement pour revenir au pays. «C'était en 1995, raconte-t-il. Le Vietnam était en plein dans la préparation du Sommet de la Francophonie (qui s'est tenu en novembre 1997 à Hanoï). Il y avait alors ici un grand besoin d'experts en architecture pour encadrer le développement des infrastructures à mettre en place», mais aussi une envie ferme des autorités de s'inspirer des tendances internationales en la matière pour impressionner la visite.

La pierre, le béton ou la brique rouge, Othello Khanh lui n'en a eu que faire il y a huit ans quand il a remis les pieds au Vietnam après plusieurs années d'absence. Saut peut-être pour choisir l'emplacement des bureaux de sa compagnie, CréaTV, une maison de production de films et de messages publicitaires qui aujourd'hui a pignon sur rue à Ho Chi Minh-Ville. «Quand je suis arrivé ici, le pays commençait à s'ouvrir, dit-il. La publicité faisait doucement son apparition, mais elle devait rompre avec les formules douteuses du passé (la publicité étant utilisée, dans les grandes années de l'économie planifiée, pour écouler les stocks de mauvais produits). Des amis sont donc venus me chercher pour monter cette boîte. Ils avaient l'idée, j'avais l'expérience dans le monde de la production et de la réalisation de films à l'étranger.»

Le transfert de connaissance a de toute évidence porté ses fruits, comme en témoigne la croissance de sa maison de production soutenue par une liste de clients qui ne cessent de s'allonger... de noms d'entreprises étrangères entrant sur le marché vietnamien. Au grand bonheur des réformateurs vietnamiens, comme de ceux qui les suivent avec le sourire, et qui se réjouissent autant de mettre la main sur le cerveau des Viet kiêu que sur les carnets d'adresse qui viennent avec.

«Voir revenir des Viet kiêu, c'est bien. Mais nous souhaitons que les autres se développent dans leur pays d'accueil, lance Le Tien Ba, vice-président du comité gouvernemental des Viet kiêu. Et ce, afin qu'ils contribuent à tisser des liens entre nous et eux... dans les secteurs de la formation, du transfert de technologie, des finances, de la culture. Alouette.»

«C'est incontournable, croit Tinh Dang, un ex-Toronto re-devenu Hanoïen. Pendant des années, les Viet kiêu ont tenu à bout de bras l'économie du Vietnam en envoyant de l'argent à leur famille, dit-il. Maintenant, il faut s'assurer que le pays devienne autonome. Et, pour ça, il faut des contrats pour accroître les échanges, de l'expertise, des investissements dans les infrastructures...»

La cinquantaine passée, ce Canadien qui a vécu à Toronto et à Montréal, sait de quoi il parle. Depuis deux ans, il siège en effet au Front de la Patrie. Cette coalition d'organismes politiques et sociaux, de

On se demande si des partages différenciés sont possibles.

Mais c'est avec un certain cynisme que des fonctionnaires, situés plus bas dans la hiérarchie au MDDEP, regardent évoluer le dossier des changements climatiques du côté québécois. On a dit avoir l'impression que «rien n'avance et qu'au contraire on recule un peu». On en donne comme indice le fait que le Bureau des changements climatiques du ministère ne compte plus que trois professionnels. De plus, on a annoncé aux gestionnaires de ce service que le programme Ecogeste a été dissous et ses ressources réaffectées ailleurs dans le service de la pollution atmosphérique.

Ecogeste est un programme qui enregistre les réductions volontaires de GES des grandes entreprises, qui sont passées à l'action sans attendre qu'Ottawa et Québec signent des protocoles. Leurs réductions sont dûment enregistrées au MDDEP — et «continueront de l'être dans d'autres services» — afin que leurs efforts soient reconnus dans un éventuel système de crédits d'émissions.

Du côté fédéral, un haut fonctionnaire bien au fait du dossier explique le peu d'empressement de Québec à s'engager depuis un an dans une entente avec Ottawa par le fait «qu'ils n'ont pas d'argent à mettre dans des projets importants et qu'ils s'assoient sur les bénéfices de l'hydroélectricité alors qu'ils ont d'importantes sources d'émissions, comme en transports, où il serait immoral de ne pas réaliser des réductions. On se demande même parfois s'ils ont la volonté d'aller vraiment de l'avant dans le dossier des changements climatiques, après avoir été le leader des provinces et notre principal allié pendant des années. On ne perçoit plus ce leadership nulle part alors que les émissions du Québec sont en train d'augmenter. Ils font le mort. Ils ne mettent même pas en marche des programmes dont l'effet serait neutre sur le plan budgétaire, comme un programme de redevance-remise sur les véhicules énergivores, un programme d'inspection des véhicules ou des programmes de covoiturage sur les autoroutes, qui pourraient aider à régler bien des problèmes urbains actuels.»

Mais, reconnaît cette source du côté fédéral, la vraie négociation avec les provinces, celle qui consistera à délimiter leur part du Fonds du partenariat, pourrait être difficile. Du côté fédéral, on voudrait retenir les projets uniquement sur la base du «rendement maximum pour chaque dollar investi» alors que les provinces voudront une part définie pour protéger leurs arrières et leur marge de manœuvre.

Du côté québécois, on accumule même des griefs contre le secteur municipal qu'on accuse de ne plus faire face dans ce dossier. Alors qu'à Québec on était prêt à réserver jusqu'à 43 % de la taxe sur l'essence pour financer l'amélioration des transports en commun, on se dit scandalisé par le fait que la Communauté métropolitaine de Montréal veut maintenant réduire cette part à 25 % pour pouvoir consacrer le reste à l'infrastructure d'eau, «ce qui n'a rien à voir avec la taxe sur l'essence», note-t-on.

Le Devoir

## SAISON

SUITE DE LA PAGE 1

des salles (ce sera 15 \$ chez Jean-Ducepe, au Théâtre du Nouveau Monde (TNM) et au Centre national des arts). Trois catégories de rôle sont introduites selon l'importance de celui-ci pour déterminer combien d'heures doivent être payées au comédien: le titulaire d'un premier rôle aura automatiquement droit à 120 heures, un second à 90 heures et un troisième à 50 heures, toujours au même taux horaire. Les heures supplémentaires effectuées seront rémunérées à 150 %.

En ce qui a trait aux cachets minimaux, les comédiens portant un premier rôle dans une petite salle (le Quat'Sous, par exemple) auront droit à 100 \$ par représentation s'il y en a plus de 30, et 110 \$ si la pièce est jouée moins souvent. Apparaissant, ce tarif minimum était de 88 \$ (répétitions comprises).

Dans une salle comme le TNM (600-899 places), la grille tarifaire des premiers rôles indique maintenant 160 \$ et 180 \$, au lieu des 137 \$ prévus par l'ancienne entente échue depuis près de deux ans. Encore ici, les tarifs sont échelonnés selon l'importance du rôle et la grosseur de la salle. Notons toutefois que les anciens cachets minimaux n'étaient que rarement appliqués, puisque chaque comédien négocie son salaire selon son expérience et sa réputation. Ainsi, l'UDA disait hier ne pas avoir voulu négocier des cachets minimaux trop excessifs, pour éviter que le seuil minimal ne devienne la norme. «On laisse une marge de manœuvre aux comédiens et aux théâtres», indique Pierre Curzi, président de l'UDA.

Ce dernier évalue l'augmentation générale des cachets obtenus par les comédiens à «entre 7 % et 39 %». L'UDA, tout comme TAL, n'a pas pu spécifier hier ce que représentait l'ensemble des nouvelles mesures en masse salariale absolue. Le chiffre de 800 000 \$ avait été avancé au cours des négociations. «Nous pourrions mieux savoir dans quelques semaines, explique la porte-parole des TAL, Marie-Thérèse Fortin, quand toutes les ententes individuelles seront signées.»

Une autre inconnue demeure, à savoir d'où ces nouvelles sommes proviendront. «On ne le sait pas, reconnaît Pierre Curzi. Peut-être d'une augmentation du prix des billets, peut-être simplement d'un réaménagement à l'intérieur des budgets.» Le président de l'UDA estime «possible qu'il y ait un effet de vases communicants», c'est-à-dire que les théâtres soient moins généreux dans les cachets versés puisqu'ils paieront désormais séparément les répétitions, «mais je

ne suis pas convaincu que ce sera fait comme ça. On verra. La consigne qu'on a donnée aux membres, c'est de ne pas négocier des cachets de représentation» moins élevés que ceux accordés présentement. «Il faut que le tarif donné pour les répétitions soit un gain réel», dit-il.

Pour sa part, Marie-Thérèse Fortin mentionnait hier au téléphone qu'il était maintenant plus que jamais nécessaire que les théâtres aillent chercher des gouvernements «une bonification générale de leur enveloppe». «Nous n'avons pas eu de don du ciel pour répondre aux demandes. On était très loin d'une entente au départ. On a tout de même réussi à bonifier le paiement du travail des comédiens, mais la capacité de payer des compagnies n'a pas changé, elle va se traduire différemment dans le paiement des cachets.»

Elle a écarté d'emblée l'idée que les amateurs paient le prix de la nouvelle entente. «Le principe d'accessibilité est primordial à nos yeux», dit-elle. Et pas question non plus de simplement programmer des pièces comprenant de plus petites distributions. «Ce serait catastrophique de procéder ainsi, on ne ferait que déplacer le problème: les comédiens seraient mieux payés, mais il y en aurait moins.»

### Nouvelle donne

Globalement, Pierre Curzi estime qu'«on vient de changer la donne de la rémunération dans le domaine du théâtre. [L'entente] permet de commencer à regarder l'exercice de la pratique théâtrale d'une manière différente, en accordant tout le respect qui est dû aux acteurs», se réjouissait-il. La comédienne Markita Boies, membre du comité de négociation, parlait de son côté «d'un beau gain pour les artistes de la scène», même si cette entente s'est négociée «difficilement». Les discussions entre les TAL et l'UDA ont en effet piétiné longtemps avant qu'un médiateur aide à résoudre la crise qui a éclaté au grand jour en janvier, quand les comédiens ont fait front commun pour refuser de signer tout contrat avec les théâtres pour la saison 2005-2006, mettant en jeu la tenue même de celle-ci.

Les prochaines semaines verront donc les agents des comédiens engagés dans une course contre la montre pour négocier tous les contrats de la saison à venir, étape indispensable à franchir avant que les diverses compagnies puissent lancer les traditionnelles campagnes de promotion et d'abonnement. Selon ce qu'il a été possible d'apprendre hier, au moins trois semaines seront nécessaires avant que les plus grandes salles puissent dévoiler ces programmations, un mois plus tard que d'habitude.

Le Devoir

## VIETNAM

SUITE DE LA PAGE 1

d'ailleurs particulièrement reconnaissante, elle qui n'hésite pas à allonger la facture finale d'une généreuse poignée de billets, l'air solennel et les yeux pleins de compassion. Ce que Jimmy Pham, un Australien d'origine vietnamienne revenu vivre au pays depuis 1996, ne refuse jamais. «Les gens sont très généreux avec nous», lance-t-il simplement.

«Nous», c'est lui, mais aussi la dizaine de jeunes tourbillonnant dans la salle et en cuisine, qu'il a sortis de la rue dans les derniers mois pour les faire travailler dans son restaurant de la rue Van Mieu. Un restaurant baptisé du nom de l'association qu'il a mise en place pour leur venir en aide, KOTO (pour Know One Teach One), et qui est jumelée à un centre de formation où ces rescapés des ruelles d'Hanoï apprennent, après l'école de la survie, celle des rudiments de la cuisine, du service et de la gestion hôtelière.

«Nous offrons aussi un toit, un soutien médical en cas de besoin et un service de placement», ajoute d'un ton calme ce Viet kiêu (en français: Vietnamien expatrié), comme on aime appeler ici les oiseaux de son espèce. «Plusieurs de nos jeunes travaillent d'ailleurs aujourd'hui dans de grands hôtels de la ville. Et nous en sommes très fiers.»

Et il y a de quoi. Dans l'univers des Viet kiêu, qui reviennent toujours plus nombreux au Vietnam depuis quelques années, l'œuvre de M. Pham est en effet loin de passer inaperçue — l'homme est d'ailleurs une petite vedette dans le microcosme de Hanoï. Pas seulement pour les résultats concrets qu'elle engendre et les sourires qu'elle remet sur des visages, mais aussi parce qu'elle illustre à elle seule l'influence grandissante des candidats au retour sur leur terre de naissance. «Nous avons les moyens d'aider ce pays à s'en sortir. Pourquoi ne pas les utiliser?», résume-t-il tout en reconnaissant par ailleurs que le chemin humanitaire qu'il a décidé d'emprunter est loin d'être banal pour un Viet kiêu.

«C'est étonnant, mais c'est comme ça», commente Kiên Quoc Bui, un architecte installé à Hoi An, au centre du pays. «Nous ne sommes généralement pas crédules dans ce domaine [humanitaire]. Si un Viet kiêu débarque avec l'idée de construire des maisons pour les familles défavorisées, il ne va pas être pris au sérieux par les Vietnamiens. Contrairement à un occidental.»

### Multiplés visages

La discrimination entre Viet kiêu et Ong ou Ba tay (M. ou Mme l'Occidental, comme ils se font parfois interpellier par les enfants) est difficile à expliquer. Mais elle ne semble guère affecter les exilés du Vietnam ayant pris le chemin du retour et dont la contribution au développement du pays prend finalement bien d'autres visages.

Au chapitre économique, par exemple, leur présence est difficile à cacher avec, en 2004, l'envoi par les 2,7 millions de Viet kiêu vivant dans 90 pays du monde de... trois milliards de dollars américains en aide directe à leur famille. «C'est énorme», fait remarquer Phan Thanh, président de l'Overseas Vietnamese Business Association (OVIBA). «Et ça va en augmentant. Mais ce n'est pas là l'unique apport des Viet kiêu à la société vietnamienne.»

La cinquantaine passée, ce Canadien qui a vécu à Toronto et à Montréal, sait de quoi il parle. Depuis deux ans, il siège en effet au Front de la Patrie. Cette coalition d'organismes politiques et sociaux, de

personnalités en vue et de représentants du peuple, un héritage du règne d'Ho Chi Minh, est chargée, selon la constitution vietnamienne de 1992, de veiller au bon fonctionnement de l'État et de conseiller les élus dans leur travail.

La nomination est prestigieuse pour M. Thanh. Mais elle témoigne aussi de l'ouverture évidente du Vietnam à sa diaspora — composée de 200 000 personnes, descendance comprise, au Canada seulement — que Hanoï compte bien mettre à profit pour poursuivre la marche du pays vers une économie de plus en plus libérale et mondialisée.

Les dirigeants vietnamiens auraient d'ailleurs tort de s'en passer. «Les Viet kiêu ont des bagages intéressants», résume Khanh Pham installé à Ho Chi Minh-Ville depuis 1999 après plus de 20 ans d'exil au Québec. «Ils ont évolué dans des économies et des cultures différentes, ont étudié dans une multitude de domaines, comme la gestion, l'informatique, les technologies, et aujourd'hui le Vietnam a une soif de connaissances dans tous ces domaines pour aller là où il veut.»

La matière grise est effectivement attirante. Elle a d'ailleurs valu, il y a quelques années, à Kiên Quoc Bui, un architecte français d'origine vietnamienne, une invitation en règle du gouvernement pour revenir au pays. «C'était en 1995, raconte-t-il. Le Vietnam était en plein dans la préparation du Sommet de la Francophonie (qui s'est tenu en novembre 1997 à Hanoï). Il y avait alors ici un grand besoin d'experts en architecture pour encadrer le développement des infrastructures à mettre en place», mais aussi une envie ferme des autorités de s'inspirer des tendances internationales en la matière pour impressionner la visite.

La pierre, le béton ou la brique rouge, Othello Khanh lui n'en a eu que faire il y a huit ans quand il a remis les pieds au Vietnam après plusieurs années d'absence. Saut peut-être pour choisir l'emplacement des bureaux de sa compagnie, CréaTV, une maison de production de films et de messages publicitaires qui aujourd'hui a pignon sur rue à Ho Chi Minh-Ville. «Quand je suis arrivé ici, le pays commençait à s'ouvrir, dit-il. La publicité faisait doucement son apparition, mais elle devait rompre avec les formules douteuses du passé (la publicité étant utilisée, dans les grandes années de l'économie planifiée, pour écouler les stocks de mauvais produits). Des amis sont donc venus me chercher pour monter cette boîte. Ils avaient l'idée, j'avais l'expérience dans le monde de la production et de la réalisation de films à l'étranger.»

Le transfert de connaissance a de toute évidence porté ses fruits, comme en témoigne la croissance de sa maison de production soutenue par une liste de clients qui ne cessent de s'allonger... de noms d'entreprises étrangères entrant sur le marché vietnamien. Au grand bonheur des réformateurs vietnamiens, comme de ceux qui les suivent avec le sourire, et qui se réjouissent autant de mettre la main sur le cerveau des Viet kiêu que sur les carnets d'adresse qui viennent avec.

«Voir revenir des Viet kiêu, c'est bien. Mais nous souhaitons que les autres se développent dans leur pays d'accueil, lance Le Tien Ba, vice-président du comité gouvernemental des Viet kiêu. Et ce, afin qu'ils contribuent à tisser des liens entre nous et eux... dans les secteurs de la formation, du transfert de technologie, des finances, de la culture. Alouette.»

«C'est incontournable, croit Tinh Dang, un ex-Toronto re-devenu Hanoïen. Pendant des années, les Viet kiêu ont tenu à bout de bras l'économie du Vietnam en envoyant de l'argent à leur famille, dit-il. Maintenant, il faut s'assurer que le pays devienne autonome. Et, pour ça, il faut des contrats pour accroître les échanges, de l'expertise, des investissements dans les infrastructures...»

Les exilés du Vietnam, installés dans des pays développés pour la plupart et intégrés généralement à leur nouvel environnement peuvent sans doute représenter une des clefs pour ouvrir les portes de cette collaboration internationale. Collaboration que Hanoï tente sans relâche d'accroître dans les dernières années en affirmant sa présence dans tous les forums internationaux et en préparant son entrée, prévue pour la fin de cette année, selon les prévisions optimistes, au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le goût de l'ouverture est là. Tout comme les effets pervers qui pourraient venir avec. Et pas les moindres. Car en s'exposant à des zones culturelles forts différentes de la sienne, le pays risque à la longue de se faire un brin contaminer par des idées étrangères mettant en péril les fondements même de cette république socialiste avec à sa tête un parti unique et à sa base un contrôle social strict encore très perceptible malgré des signes évidents de relâchement.

Dans ce contexte de libéralisation, la question est forcément inévitable... mais constamment évitée par les Viet kiêu qui pourtant, par leur nature bécéphale, pourraient induire des changements bien plus qu'économiques au pays.

À l'unisson toutefois, ils répondent quand le thème d'une révolution politique arrive sur la table, «être là pour faire des affaires ou pour aider le pays tout en se tenant loin de la politique», justement. Cette timidité s'explique en partie par la présence d'un journaliste et l'existence d'une loi vietnamienne interdisant la remise en question publique du monopartisme, sous peine d'emprisonnement ou d'expulsion dans le cas des étrangers.

Néanmoins, «il est évident que les Viet kiêu apportent aussi avec eux des idées», reconnaît Maurice Nguyen, un Montréalais d'adoption revenu au Vietnam en 1992 où il dirige la British International School. «Et, forcément, dans leurs échanges avec les habitants d'ici, ils les partagent.»

Mais ils ne sont pas les seuls à le faire, ajoute la députée Ton Nu Thi Ninh, vice-présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. «Le Vietnam a des oreilles et des yeux, dit-elle, il voit et écoute ce qui se passe à l'étranger. Et quand les choses sont mûres dans les esprits, les changements s'opèrent.»

La formule, typiquement vietnamienne, a le mérite d'être... évasive, témoignant de la délicatesse du sujet dans un pays en pleine contradiction qui cherche à améliorer sa condition, avec calme, stratégie, sans trop, comme d'autres républiques socialistes à une autre époque, bouleverser les choses. Mais elle exprime aussi cette nouvelle réalité du Vietnam qui désormais sort de ses frontières, voyage, étudie à l'étranger pour revenir à la maison avec d'autres horizons en tête.

«Les Viet kiêu influencent un peu l'évolution de la société», dit Can Chan, un entrepreneur de Hanoï spécialisé dans l'exportation de meubles asiatiques vers l'Europe. «Mais il ne faut pas perdre de vue que nous ne sommes que 2,7 millions, contre 82 millions de Vietnamiens restés au pays. Ce sont eux, et surtout l'émergence d'une classe de jeunes démocrates qui ont ouvert leurs esprits un peu partout à l'étranger, qui vont surtout faire bouger les choses.»

Le Devoir

À lire demain: appréciés pour l'image d'unité qu'ils représentent, ces candidats au retour font aussi saliver les autorités vietnamiennes à cause des impressionnantes sommes d'argent qui viennent généralement avec.

Ce reportage a été réalisé en partie avec le soutien de l'Agence canadienne du développement international (ACDI).

## DOSSIER

## Le grand désarroi

On voit des filles qui, à 16 ans, ont tout fait et arrêtent soudainement  
«pour se préserver pour le prince charmant, le vrai»



LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

En mettant l'accent sur une sexualité banalisée et accessible, une sexualité en somme plus mécanique, la société québécoise envoie un signal extrêmement ambigu à ses jeunes au point que l'on assiste à un renversement étonnant. Aujourd'hui, les adolescents font l'amour et rêvent d'être amoureux alors qu'avant ils étaient amoureux et rêvaient de faire l'amour. Une tendance de plus en plus lourde, dont les filles sont les premières victimes.

Dans son cabinet, la Dr<sup>e</sup> Franziska Baltzer s'interroge sur les conséquences que peut avoir une telle attitude sur ses jeunes patients.

Pour eux, le sexe est devenu de plus en plus récréatif. Plutôt que d'aller au cinéma ou au restaurant, ils ont des relations sexuelles ensemble, raconte la directrice de la clinique des adolescents à l'Hôpital de Montréal pour enfants. «Même s'ils n'ont pas de chums, ils ont beaucoup de sexe, surtout du sexe oral. Il me semble que les filles qui font des blow jobs à droite et à gauche sont abusées, car elles ne reçoivent rien en retour.»

À l'Institut national de santé publique du Québec, la question de l'égalité des sexes est revenue hanter les chercheurs là où ils ne l'attendaient pas, chez la plus jeune génération.

Pour le Dr<sup>e</sup> Marc Steben, il est clair qu'il y a de moins en moins de cohésion sociale aujourd'hui. «Avant, j'avais peur de mettre une fille enceinte, parce qu'il fallait alors l'épouser. Aujourd'hui, la sexualité est devenue très individualiste: "J'ai du fun, si mon partenaire en a aussi tant mieux, sinon tant pis", tranche le médecin-conseil.

La coordonnatrice du projet Relations amoureuses des jeunes, un programme qui offre de l'aide aux intervenants scolaires, juge en effet que les jeunes sont de plus en plus nombreux à s'oublier dans leur exploration de la sexualité tout simplement parce qu'ils sont généralement incapables de cerner leurs propres besoins. Ils vont plutôt imiter leurs pairs, quitte à forcer la note, raconte Chantal Hamel.

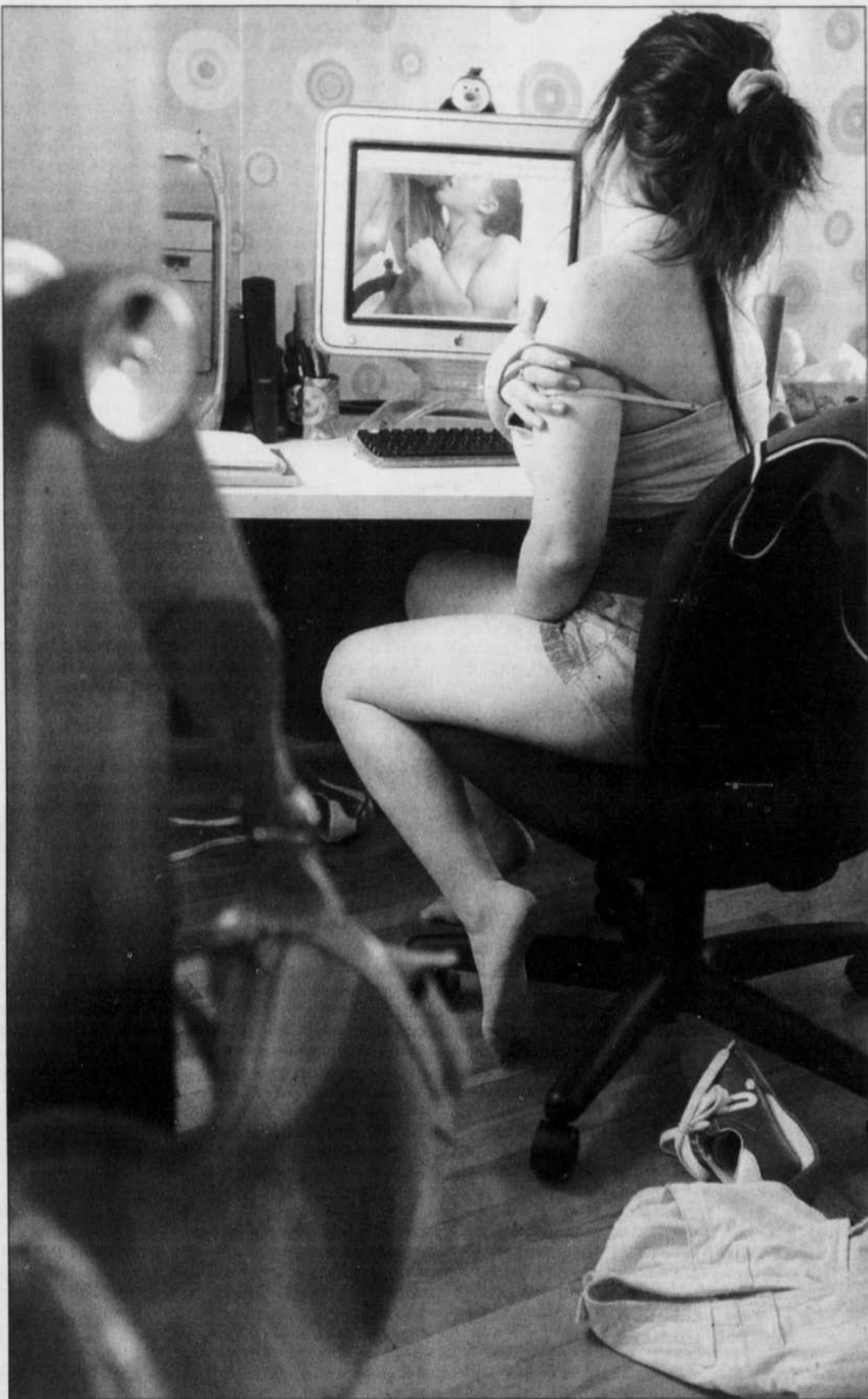
Quand elle voit à quelles pressions sont soumises les jeunes filles d'aujourd'hui, Mme Hamel ne peut s'empêcher de s'interroger sur leurs motivations profondes. «On se pose beaucoup de questions quant au plaisir qu'elles retirent de cette façon de vivre leur sexualité. Certaines y voient un pouvoir, mais, physiologiquement parlant, il ne faut pas se leurrer, ça reste plus difficile pour les filles d'avoir un orgasme, surtout à cet âge.»

## Consentement

Pour la coordonnatrice du programme J'AVISE, qui vise à prévenir les agressions à caractère sexuel auprès de la population des écoles secondaires, c'est même devenu le nerf de la guerre.

On parle toujours aux jeunes de harcèlement, de voyeurisme, d'inceste ou de viol, mais de plus en plus de consentement, explique Chantal Dagenais.

«Ils sont souvent très surpris d'entendre que ce n'est pas parce qu'ils sortent avec quelqu'un qu'ils ne pourront pas vivre d'agressions sexuelles. Ils pensent que c'est normal de tout faire, qu'ils doivent au



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

L'éducation sexuelle de beaucoup de jeunes vient des sites pornographiques qu'ils fréquentent sans aucun filtre.

moins ça à leur partenaire, même si ça les ne tente pas. Et quand on dit tout, ça comprend la relation anale, la relation sexuelle, la fellation. Pour eux, c'est

ça la sexualité», explique Mme Dagenais, qui remarque que cette vision est d'autant plus difficile à déconstruire que bien des adultes pensent aussi de

même. Selon Statistique Canada, une adolescente sur trois et un adolescent sur six ont vécu une agression sexuelle, des chiffres qui sont constants depuis plusieurs années. Cela dit, le visage du harceleur, lui, a changé.

Les intervenants sur le terrain voient de plus en plus de couples se former sur des bases plus mercantiles entre une très jeune fille et un garçon plus âgé. «L'exploitation sexuelle entre jeunes, ça existe, assure Mme Dagenais. Ça commence avec des petits cadeaux, puis avec des plus grands et, en retour, les jeunes doivent consentir à des actes sexuels.»

Résultat: l'intervention auprès des jeunes qui pratiquent une telle sexualité est devenue autrement plus complexe, note le psychiatre Pierre H. Tremblay. «Il est très difficile de tracer des frontières claires entre la séduction, l'agression sexuelle et le conformisme aux pressions de l'entourage, tout ça entre sous le même parapluie», explique celui qui est représentant de la santé publique dans le projet Relations amoureuses des jeunes.

Selon lui, il ne faut pas avoir peur d'aborder la question du consentement avec les jeunes. «L'utilisation de l'alcool est encore très présente en matière d'agression sexuelle. On parle beaucoup de la pilule du viol, mais c'est absolument marginal, alors que l'alcool est une tactique très fréquente; c'est la meilleure drogue du viol», assure M. Tremblay, qui dénonce la popularité grandissante des «concours de calage» qui apportent leur lot de premiers soirs qui déchantent.

## En quête d'amour

Paradoxalement, l'amour reste un élément central dans la vie des jeunes. Quand les intervenants de Relations amoureuses des jeunes les interrogent, ils sont majoritaires à avouer avoir une conception assez idéalisée de l'amour. «Autant ils sont très préoccupés par l'opinion de leurs pairs, autant leur modèle suprême reste leurs parents. Ceux dont les parents sont restés ensemble espèrent reproduire la même chose et ceux dont les parents ont eu de multiples relations ne veulent pas reproduire cela», raconte Chantal Hamel.

Cela dit, la façon dont certains jeunes vivent leur sexualité fait en sorte que cet idéal devient extrêmement difficile à atteindre, l'âge adulte venu. «Un viol d'une fille par douze gars, ça magane une fille. Des gars qui se branlent de 11 à 16 ans devant des scènes de gagging, ils arrivent devant une vraie fille, et ils ne sont pas tellement fonctionnels», explique la sexologue Jocelyne Robert, auteure de huit livres sur la sexualité des enfants et des adolescents.

À l'unité de gynécologie du CHU Sainte-Justine, l'infirmière Doris Ouellet voit plusieurs de ces jeunes qui se sont brûlé les ailes. «Il ne faut pas négliger le fait qu'il y a beaucoup de dépendance affective de la part de nos jeunes filles. Pour elles, être aimé est bien important, et la sexualité est une façon de l'être.»

La quête d'amour n'est en effet jamais bien loin, surtout chez les filles-mères, une population stable depuis quelques années.

«Elles ne réalisent seulement qu'après la venue du bébé que ce sera à elles de donner encore une fois de l'amour», déplore Mme Ouellet. D'autres, plus pragmatiques, décident tout simplement de cesser toutes activités. «On voit des jeunes qui, à 16 ans, ont tout fait et arrêtent soudainement pour se préserver pour le prince charmant, le vrai», se surprend encore la Dr<sup>e</sup> Franziska Baltzer.

Avec la collaboration  
de Marie-Andrée Chouinard  
Le Devoir

FIN DU DOSSIER

## PORN

SUIITE DE LA PAGE A 1

d'entre eux étant branchés sur la Toile, on y apprendrait que 80 % des enfants mentaient hardiment à leurs parents le temps venu de dire ce qu'ils fabriquaient des heures durant devant l'écran. 75 % des parents, à l'inverse, s'affirmaient convaincus d'un usage tout à fait innocent de ce Web captivant.

De plus en plus d'écoles composent avec des situations malheureuses où, après avoir clavardé naïvement avec un inconnu, une jeune fille a expédié photos ou vidéos à son interlocuteur pour les retrouver ensuite dans l'immensité du Web. On a ainsi vu des jeunes filles, devenues la risée d'une école entière, changer de terrain scolaire en plein milieu d'année, histoire de fuir les taquineries.

«Je dis aux jeunes: "Afficheriez-vous une photo de votre vulve en plein Journal de Montréal, avec votre nom et votre adresse en dessous? Non? Mais c'est exactement ce que vous faites en expédiant une image de vous nue sur Internet!", explique Louise Roy, directrice du programme français pour le Réseau Éducation-Médias.

Cet organisme canadien, qui vante les mérites de l'éducation aux médias et à l'Internet, compile des statistiques décapantes: 80 % des jeunes Canadiens naviguent sur Internet de la maison, et la moitié d'entre eux sans aucune surveillance. Au fil de fructueux clavardages, le quart d'entre eux se sont pourtant fait proposer une rencontre avec un inconnu croisé au hasard du Net, ce que 15 % ont accepté, dont 20 % sans personne pour les accompagner...

## Surdose de pornographie

La sociologue Diane Pacom refuse de faire porter la totalité du blâme sur les larges épaules d'Internet. «La faute à Internet? Pas seulement ça», réplique la professeure de l'Université d'Ottawa, qui convient toutefois de l'accessibilité déconcertante aux images pornographiques permise par le Web.

«C'est la société dans son entier qui nous dévoile une

pornographie constante et continue.»

Peut-être pas coupable de tous les maux, le Web a cependant permis un accès commode à une surdose de pornographie, que les jeunes regardent semble-t-il en abondance, sans aucun filtre critique pour leur désigner la portion d'interdit et de saugrenu dans le lot.

«Quand ton éducation sexuelle vient des sites pornographiques sur Internet, tu ne peux pas t'imaginer qu'une relation sexuelle, ce n'est pas forcément se faire sodomiser, avaler le sperme ou s'en faire asperger plein la face», explique sans détour le Dr<sup>e</sup> Marc Steben, médecin-conseil à l'Institut national de santé publique du Québec. «La sexualité devient de plus en plus expérimentale. Il suffit pour cela de voir le nombre de jeunes filles qui se font demander de "faire les trois trous" dès leur première relation, à 12 ou 13 ans. Quand un jeune garçon nous demande pourquoi sa blonde ne jout pas quand il lui fait pipi dessus, c'est clair que son éducation sexuelle ne lui vient pas d'un cours secondaire.»

Depuis qu'il s'est mis à la page électronique, le service d'écoute téléphonique Tel-Jeunes a ainsi vu les jeunes rehausser le niveau de questions sur le thème — le plus en vogue — de la sexualité. Alors que les intervenants n'avaient jamais eu à y faire face, ils ont soudainement dû répondre de la «normalité de la bestialité», au moins une fois par semaine.

«Les jeunes se questionnent sur la normalité de la chose», raconte Linda Primeau, superviseure clinique à Tel-Jeunes. «Ils l'ont soit essayée, soit vue sur Internet, et ils veulent savoir si c'est normal comme pratique, ou si c'est normal de l'avoir fait, carrément.»

Au même titre, les «trips à trois», la bisexualité et la sodomie trônent dans la liste des questions qui reviennent régulièrement, à côté des plus traditionnelles interrogations sur la longueur du pénis ou encore la douleur d'une première relation sexuelle. «La sodomie revient souvent dans les questions des jeunes, et toujours dans cet esprit de normalité», explique Mme Primeau, de Tel-Jeunes. «Comme les jeunes

s'éduquent en quelque sorte à la sexualité au moyen de la cyberpornographie, ils s'imaginent que ce sont des pratiques obligées.»

L'organisme a d'ailleurs dû réfléchir à la manière de répondre à ces questions en insistant encore davantage sur le respect de soi. «Nos interventions sont très axées sur l'estime, le choix, le droit de dire non», explique Mme Primeau, qui précise que ces questions liées à des pratiques inédites ne sont pas reproduites sur le site Internet de Tel-Jeunes, et ce, volontairement.

## Parents avertis ou impuissants?

Lors d'une formation offerte à des parents sur la sexualité des jeunes, dans une école secondaire de Montréal, une mère au fait de certaines allées et venues de son fils sur des sites pornographiques confiait son impuissance. «Nous avons confronté notre fils à ce qu'il avait vu [une photo porno montrant une femme avec un bouquet de carottes introduit dans le sexe] et que nous avons découvert», a-t-elle raconté, à la recherche d'une manière de composer avec le problème. «Il n'a pas nié, mais a expliqué que c'était un défi que ses chums avaient lancé à l'école. Il fallait déjouer les filtres informatiques placés par les parents, et aller compter le nombre de carottes pour en parler à l'école le lendemain.»

Lorsque des parents lui lancent ce type de SOS, le Réseau Éducation-Médias transmet de l'information préventive sur la sécurité et Internet, en lien notamment avec l'avènement du clavardage et l'usage des Webcam. Les parents que Louise Roy rencontre sont soit tout à fait conscients des dangers, et cherchent à en savoir davantage, ou au contraire, «ils ne savent absolument rien et n'auraient pas la moindre idée des manières de filtrer ce qu'il y a sur Internet.»

L'organisme vante les mérites d'un esprit critique affûté et d'une trame morale derrière des conseils de nature plus pratique. «Je dis aux parents: "Ce n'est pas juste une question technique de sécurité, mais aussi d'éthique", explique Louise Roy. «Transférez vos valeurs sur Internet aussi! Demandez à vos enfants avec qui ils clavardent: il n'y a rien de top secret là-dans!»

Les policiers, qui récoltent tant bien que mal les plaintes liées à l'exploitation sexuelle des enfants en

ligne, distribuent bien quelques recommandations d'usage à l'intention des parents. Comme utiliser des logiciels de protection bloquant l'accès aux sites offensants, installer l'ordinateur en pleine salle familiale plutôt que dans l'intimité de la chambre d'ado ou encore limiter l'usage des fameuses Webcam.

Au Canada, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes a décrété en 1999 qu'elle ne soumettrait pas Internet à ses lois, ce que l'Angleterre, par exemple, a choisi de faire, en renvoyant aux fournisseurs de services Internet la responsabilité du contenu qu'ils divulguent.

Mais la Toile est un «monstre insaisissable», comme l'explique le sergent Yves Grimard, responsable de l'unité des communications et des relations avec la communauté pour la Sûreté du Québec, district de l'Outaouais. Dans ce coin du Québec, la police municipale, provinciale et fédérale s'est alliée pour sensibiliser les parents. «Internet, c'est tellement impersonnel que, quand les enfants sont victimes de quelqu'un sur leur écran, ils ont l'impression qu'en faisant DELETE ou OFF sur la machine, le problème s'en va», explique M. Grimard. «Mais ce n'est pas comme ça que ça fonctionne.»

Si la cyberpornographie vient de changer l'ensemble des données qu'on possédait sur la sexualité des jeunes, les sexologues croient que, au-delà des recommandations d'usage, la discussion avec les jeunes demeure un remède certain pour éviter la panique.

«Les jeunes ont besoin de savoir que, si tout est apparemment possible en sexualité, tout n'est pas normal pour autant et tout n'est pas permis», explique Francine Duquet, sexologue spécialisée en éducation sexuelle auprès des enfants et des adolescents. «Je reste confiante, malgré tout», explique la sexologue Jocelyne Robert, qui vient d'écrire *Le Sexe en mal d'amour*, un livre qui dénonce «le vacarme sexuel» dans lequel on baigne. «Quand on prend le temps, quand des personnes significatives leur parlent et leur proposent autre chose, les jeunes réagissent. Mais il faut agir.»

Avec la collaboration  
de Louise-Maude Rioux Soucy  
Le Devoir

# LES ACTUALITÉS

## FINKIELKRAUT

SUITE DE LA PAGE 1

à la venue de professeurs invités apportant avec eux expérience et vision différente du monde.

Jusqu'à présent, souligne Finkielkraut, «les Américains n'ont rien trouvé à redire à cette contribution européenne; peut-être que, maintenant, ils sont tellement politiquement corrects qu'ils n'ont besoin de personne, mais là, si le schisme devait prendre cette forme, alors je me sentais, moi, très européen». Finkielkraut voit dans tout cela l'illustration d'une espèce de fossé qui se creuse sournoisement entre l'Amérique et l'Europe.

### La faille atlantique

Un ancien contentieux existe entre cette vieille Europe pétrie d'aristocratie et les modernes États-Unis, qu'il qualifie de vulgaires et médiocres. «On a cru que la chute du communisme allait faire taire cette divergence; elle s'est ranimée autour du concept de l'hyperpuissance, de l'idée que tout le mal venait des États-Unis, et aujourd'hui, l'Amérique et l'Europe incarnent deux manières d'être au monde, deux manières de faire de la politique, deux utopies», constate-t-il. C'est bien entendu la guerre en Irak qui a cristallisé ces différences. Certains parlent de la chute de l'empire et parallèlement d'ascension européenne, mais il n'y a pas de confrontation frontale réelle.

Finkielkraut nuance et parle de «faille atlantique», d'un schisme qui n'exclut pas des accords provisoires, des réconciliations et des embrassades. Mais nous restons en présence de deux sensibilités divergentes qui ne peuvent se réconcilier profondément. «L'Amérique est une nation qui vise les moyens militaires pour arriver à ses fins, et l'Europe incarne l'utopie d'un univers réglé par l'économie, la morale et le droit», lâche tristement le philosophe. Cette Europe, qui pense l'intégration de la Turquie, s'éloigne toujours davantage du modèle américain. «Elle est prise dans un engrenage d'élargissement qui va à l'encontre de toute politique de puissance.» Et pourtant, la mondialisation qui homogénéise n'est-elle pas en train d'étendre ce modèle américain dans l'Europe tout entière?

Définir l'Europe, comme le fait Alain Finkielkraut, par le marché, le droit et la morale, n'est-ce pas aussi la rapprocher du modèle américain? En pensant cela, nous ferions erreur. «L'Amérique constitue malgré tout une nation, ce que l'Europe n'est pas et ne veut plus être; elle se prétend postnationale.» L'avenir de l'Europe se trouverait dans le multiculturalisme, idéologie chérie des États-Unis et du Canada. «Puisse nous ne sommes rien, nous pouvons tout accueillir, et quand on n'a pas de culture, on est multiculturel», ironise celui qui dit non à cette Europe.

### Non à l'Europe

Cette possible et imparfaite Europe en devenir — ou déjà là, car Finkielkraut pense qu'il est trop tard — substitue le culte des droits de la personne et le devoir de mémoire à sa propre histoire. «On nous a dit, au moment de la célébration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la libération d'Auschwitz, ce n'était le lieu fondateur de l'Europe, ce qui signifie bien que l'Europe est née d'une sorte de réputation d'elle-même», analyse ce fils de marocain juif polonais immigré en France et déporté en 1941.

Mais les droits de la personne n'ont pas de frontières; comment, alors, dessiner celles de l'Europe? Sur ce précepte de base qui ne peut offrir un ciment à l'Europe, Finkielkraut estime qu'on cherche un universel excluant les particularités et nous rapprochant donc dangereusement d'une tentation raciste.

Au référendum de mai prochain sur la Constitution européenne, Alain Finkielkraut votera non, mais il aimerait surtout que «les Européens se souviennent qu'ils sont à la fois innovateurs et héritiers», et que l'on cesse de substituer la bureaucratie à la démocratie. «Cette Europe si fière de se critiquer elle-même et de tenir à distance ses vieux démons est particulièrement désarmée devant les grands défis que représentent la mutation démographique et l'arrivée de populations non européennes», s'inquiète celui qui, dans son dernier ouvrage, parle de «antisémitisme qui vient».

### Antiraciste et antisémite

L'Europe se construit sur ce rejet viscéral de l'Holocauste, mais pour certains, immigrés noirs ou arabes, selon Finkielkraut, «la commémoration de l'Holocauste est vécue comme un affront à la souffrance de tous les autres peuples». Les commémorations devaient freiner l'antisémitisme, elles le réveillent. En France, aborder cette période sombre dans les cours d'histoire de certaines classes serait devenu impossible. «Les nouveaux arrivants, leurs enfants, quelquefois leurs petits-enfants sont pleins de haine et de rancœur; ils dénoncent le lobby juif et parlent d'une France toujours coloniale et esclavagiste.»

Finkielkraut s'est fait le penseur de ce nouvel antisémitisme verbal et physique qui sévit aussi au Québec. «Hier encore, le souvenir de la Shoah montrait au monde que les juifs n'étaient pas cette grande puissance occulte dénoncée puisqu'on avait pu en exterminer les deux tiers; aujourd'hui, ce souvenir fonctionne à l'inverse», constate le philosophe. Si Auschwitz occupe cette place centrale dans notre culture, c'est bien que les juifs ont le pouvoir d'accaparer la compassion, pensent ceux qui relancent le mythe du pouvoir juif.

Le philosophe ajoute: «Israël n'est qu'une pièce dans cette paranoïa qui ne s'arrêtera pas, même si la situation se normalise entre Israël et les Arabes.» Certains, comme le président de la Ligue des droits de l'homme en France, Michel Tubiana, ont reproché à Finkielkraut de donner une lecture uniquement ethnique de la haine sociale. Elle est aussi alimentée par la colère d'immigrés eux-mêmes, victimes d'un racisme ancien et d'islamophobie violente.

Le philosophe estime que «la mémoire, c'est quelque chose que nous devons aux victimes, mais je ne crois pas qu'elle puisse avoir aujourd'hui une véritable vocation pédagogique»; elle ne doit pas non plus alimenter la haine d'un groupe par rapport à un autre. Par ce que certains ont qualifié de «combat judaïque», Finkielkraut jette de l'huile sur le feu. Mais, selon lui, la maison Europe est déjà en flammes. L'Amérique grégaire n'est «ni clairvoyante ni modeste». Désenchanté, le philosophe se rappelle alors ces vers d'Aragon: «Est-ce ainsi que les hommes vivent.»

Alain Finkielkraut prononcera des conférences à Montréal: «Le nouvel antisémitisme»: 20 avril, 20h, Centre Gelber, 5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine. «Le choc Amérique-Europe»: 21 avril, 19h30, Musée des beaux-arts.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333. Extérieur de Montréal: 1-800-463-7559 (sans frais).

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Équipe de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## KYOTO

SUITE DE LA PAGE 1

du partenariat, où elles seront vraisemblablement évaluées au mérite. Ce fonds est doté d'une enveloppe de trois milliards.

Selon une source québécoise proche du cercle très restreint des négociateurs, Ottawa aurait souhaité que Québec signe une entente-cadre générale, remplie de pétitions de bonne foi sur la concertation autour d'objectifs communs. C'est d'ailleurs ce que contiennent, en gros, les ententes signées par quatre provinces jusqu'à présent, dont l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard.

«On voulait au moins définir les secteurs précis où Ottawa prioriserait son aide au Québec», dira une des sources québécoises dans ce dossier.

Ottawa aurait répondu à la proposition initiale du Québec par une proposition jugée «trop générale et peu susceptible d'aider à reformuler une stratégie québécoise». Néanmoins, du côté québécois à tout le moins, on se dit prêt à «mettre les bouchées doubles pour avoir une entente et des priorités d'ici au début de l'été».

Une autre source québécoise attribue le retard du dossier au fait qu'Ottawa «avait la tête ailleurs dans les derniers mois avec l'obligation de peaufiner son propre plan». Mais d'autres sources encore plus critiques disent au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) que le «dossier est dans les faits au point mort du côté québécois» même si on prétend au niveau plus politique vouloir le faire avancer rapidement.

### Une «stratégie» plutôt qu'un plan

Quant au plan de lutte contre les changements climatiques de l'an 2000, que le gouvernement Landry avait entrepris de mettre à jour en 2002 avec une commission parlementaire tenue juste avant les élections, il serait «carrément au point mort». Il y a visiblement consensus là-dessus de haut en bas du ministère.

Néanmoins, dans l'entourage du titulaire du MDDEP, Thomas Mulcair, on affirme vouloir «publier une stratégie québécoise sur les changements climatiques» d'ici au début de l'été, ce qui est sensiblement différent d'un plan d'interventions structurées, avec budgets, ressources humaines et techniques à l'appui.

«Mais on s'approcherait d'un nouveau plan de beaucoup, si on avait une entente avec Ottawa qui nous permettrait de savoir quels seront les secteurs prioritaires où le fédéral pourrait investir», note une source québécoise proche du cercle des négociateurs. On dit même à ce niveau que, si l'argent est rare à Québec, les budgets de certains ministères, comme au Développement économique et régional, pourraient être réorientés si les apports fédéraux permettaient de grossir les enveloppes budgétaires. Il faudrait aussi savoir si Ottawa est figé sur les vieilles règles 50-50 %, ou 30-30-30 % pour les projets privés.

## VIETNAM

SUITE DE LA PAGE 1

d'ailleurs particulièrement reconnaissante, elle qui n'hésite pas à allonger la facture finale d'une généreuse poignée de billets, l'air solennel et les yeux pleins de compassion. Ce que Jimmy Pham, un Australien d'origine vietnamienne revenu vivre au pays depuis 1996, ne refuse jamais. «Les gens sont très généreux avec nous», lance-t-il simplement.

«Nous», c'est lui, mais aussi la dizaine de jeunes tourbillonnant dans la salle et en cuisine, qu'il a sortis de la rue dans les derniers mois pour les faire travailler dans son restaurant de la rue Van Mieu. Un restaurant baptisé du nom de l'association qu'il a mise en place pour leur venir en aide, KOTO (pour Know One Teach One), et qui est jumelée à un centre de formation où ces rescapés des ruelles d'Hanoi apprennent, après l'école de la survie, celle des rudiments de la cuisine, du service et de la gestion hôtelière.

«Nous offrons aussi un toit, un soutien médical en cas de besoin et un service de placement», ajoute d'un ton calme ce Viêt kiêu (en français: Vietnamien expatrié), comme on aime appeler ici les oiseaux de son espèce. «Plusieurs de nos jeunes travaillent d'ailleurs aujourd'hui dans de grands hôtels de la ville. Et nous en sommes très fiers.»

Et il y a de quoi. Dans l'univers des Viêt kiêu, qui reviennent toujours plus nombreux au Vietnam depuis quelques années, l'œuvre de M. Pham est en effet loin de passer inaperçue — l'homme est d'ailleurs une petite vedette dans le microcosme de Hanoi. Pas seulement pour les résultats concrets qu'elle engendre et les sourires qu'elle remet sur des visages, mais aussi parce qu'elle illustre à elle seule l'influence grandissante des candidats au retour sur leur terre de naissance. «Nous avons les moyens d'aider ce pays à s'en sortir. Pourquoi ne pas les utiliser?», résume-t-il tout en reconnaissant par ailleurs que le chemin humanitaire qu'il a décidé d'emprunter est loin d'être banal pour un Viêt kiêu.

«C'est étonnant, mais c'est comme ça», commente Kiên Quôc Bui, un architecte installé à Hoi An, au centre du pays. «Nous ne sommes généralement pas crédibles dans ce domaine [humanitaire]. Si un Viêt kiêu débarque avec l'idée de construire des maisons pour les familles défavorisées, il ne va pas être pris au sérieux par les Vietnamiens. Contrairement à un occidental.»

### Multiple visages

La discrimination entre Viêt kiêu et Ong ou Ba tay (M. ou Mme l'Occidental, comme ils se font parfois interpeller par les enfants) est difficile à expliquer. Mais elle ne semble guère affecter les exilés du Vietnam ayant pris le chemin du retour et dont la contribution au développement du pays prend finalement bien d'autres visages.

Au chapitre économique, par exemple, leur présence est difficile à cacher avec, en 2004, l'envoi par les 2,7 millions de Viêt kiêu vivant dans 90 pays du monde de... trois milliards de dollars américains en aide directe à leur famille. «C'est énorme», fait remarquer Phan Thanh, président de l'Overseas Vietnamese Business Association (OVIBA). «Et ça va en augmentant. Mais ce n'est pas là l'unique apport des Viêt kiêu à la société vietnamienne.»

La cinquantaine passée, ce Canadien qui a vécu à Toronto et à Montréal, sait de quoi il parle. Depuis deux ans, il siège en effet au Front de la Patrie. Cette coalition d'organismes politiques et sociaux, de

On se demande si des partages différents sont possibles.

Mais c'est avec un certain cynisme que des fonctionnaires, situés plus bas dans la hiérarchie au MDDEP, regardent évoluer le dossier des changements climatiques du côté québécois. On a dit avoir l'impression que «rien n'avance et qu'au contraire on recule un peu». On en donne comme indice le fait que le Bureau des changements climatiques du ministère ne compte plus que trois professionnels. De plus, on a annoncé aux gestionnaires de ce service que le programme Ecofeste a été dissous et ses ressources réaffectées ailleurs dans le service de la pollution atmosphérique.

Ecofeste est un programme qui enregistre les réductions volontaires de GES des grandes entreprises, qui sont passées à l'action sans attendre qu'Ottawa et Québec signent des protocoles. Leurs réductions sont dûment enregistrées au MDDEP — et «continueront de l'être dans d'autres services» — afin que leurs efforts soient reconnus dans un éventuel système de crédits d'émissions.

Du côté fédéral, un haut fonctionnaire bien au fait du dossier explique le peu d'empressement de Québec à s'engager depuis un an dans une entente avec Ottawa par le fait «qu'ils n'ont pas d'argent à mettre dans des projets importants et qu'ils s'assoient sur les bénéfices de l'hydroélectricité alors qu'ils ont d'importantes sources d'émissions, comme en transports, où il serait immoral de ne pas réaliser des réductions. On se demande même parfois s'ils ont la volonté d'aller vraiment de l'avant dans le dossier des changements climatiques, après avoir été le leader des provinces et notre principal allié pendant des années. On ne perçoit plus ce leadership nulle part alors que les émissions du Québec sont en train d'augmenter. Ils font le mort. Ils ne mettent même pas en marche des programmes dont l'effet serait neutre sur le plan budgétaire, comme un programme de redevance-remise sur les véhicules énergivores, un programme d'inspection des véhicules ou des programmes de covoiturage sur les autoroutes, qui pourraient aider à régler bien des problèmes urbains actuels.»

Mais, reconnaît cette source du côté fédéral, la vraie négociation avec les provinces, celle qui consistera à délimiter leur part du Fonds du partenariat, pourrait être difficile. Du côté fédéral, on voudrait retenir les projets uniquement sur la base du «rendement maximum pour chaque dollar investi» alors que les provinces voudront une part définie pour protéger leurs arrières et leur marge de manœuvre.

Du côté québécois, on accumule même des griefs contre le secteur municipal qu'on accuse de ne plus faire face dans ce dossier. Alors qu'à Québec on était prêt à réserver jusqu'à 43 % de la taxe sur l'essence pour financer l'amélioration des transports en commun, on se dit scandalisé par le fait que la Communauté métropolitaine de Montréal veut maintenant réduire cette part à 25 % pour pouvoir consacrer le reste à l'infrastructure d'eau, «ce qui n'a rien à voir avec la taxe sur l'essence», note-t-on.

Le Devoir

## SAISON

SUITE DE LA PAGE 1

des salles (ce sera 15 \$ chez Jean-Duceppe, au Théâtre du Nouveau Monde (TNM) et au Centre national des arts). Trois catégories de rôle sont introduites selon l'importance de celui-ci pour déterminer combien d'heures doivent être payées au comédien: le titulaire d'un premier rôle aura automatiquement droit à 120 heures, un second à 90 heures et un troisième à 50 heures, toujours au même taux horaire. Les heures supplémentaires effectuées seront rémunérées à 150 %.

En ce qui a trait aux cachets minimaux, les comédiens portant un premier rôle dans une petite salle (le Quat'Sous, par exemple) auront droit à 100 \$ par représentation s'il y en a plus de 30, et 110 \$ si la pièce est jouée moins souvent. Auparavant, ce tarif minimum était de 88 \$ (répétitions comprises).

Dans une salle comme le TNM (600-899 places), la grille tarifaire des premiers rôles indique maintenant 160 \$ et 180 \$, au lieu des 137 \$ prévus par l'ancienne entente échue depuis près de deux ans. Encore ici, les tarifs sont échelonnés selon l'importance du rôle et la grosseur de la salle. Notons toutefois que les anciens cachets minimaux n'étaient que rarement appliqués, puisque chaque comédien négocie son salaire selon son expérience et sa réputation. Ainsi, l'UDA disait hier ne pas avoir voulu négocier des cachets minimaux trop excessifs, pour éviter que le seuil minimal ne devienne la norme. «On laisse une marge de manœuvre aux comédiens et aux théâtres», indique Pierre Curzi, président de l'UDA.

Ce dernier évalue l'augmentation générale des cachets obtenus par les comédiens à «entre 7 % et 39 %». L'UDA, tout comme TAI, n'a pas pu spécifier hier ce que représentaient l'ensemble des nouvelles mesures en masse salariale absolue. Le chiffre de 800 000 \$ avait été avancé au cours des négociations. «Nous pourrions mieux savoir dans quelques semaines, explique la porte-parole des TAI, Marie-Thérèse Fortin, quand toutes les ententes individuelles seront signées.»

Une autre inconnue demeure, à savoir d'où ces nouvelles sommes proviendront. «On ne le sait pas», reconnaît Pierre Curzi. «Peut-être d'une augmentation du prix des billets, peut-être simplement d'un réaménagement à l'intérieur des budgets.» Le président de l'UDA estime «possible qu'il y ait un effet de vases communicants», c'est-à-dire que les théâtres soient moins généreux dans les cachets versés puisqu'ils paieront désormais séparément les répétitions, «mais je

ne suis pas convaincu que ce sera fait comme ça. On verra. La consigne qu'on a donnée aux membres, c'est de ne pas négocier des cachets de représentation» moins élevés que ceux accordés présentement. «Il faut que le tarif donné pour les répétitions soit un gain réel», dit-il.

Pour sa part, Marie-Thérèse Fortin mentionnait hier au téléphone qu'il était maintenant plus que jamais nécessaire que les théâtres aillent chercher des gouvernements «une bonification générale de leur enveloppe». «Nous n'avons pas eu de don du ciel pour répondre aux demandes. On était très loin d'une entente au départ. On a tout de même réussi à bonifier le paiement du travail des comédiens, mais la capacité de payer des compagnies n'a pas changé, elle va se traduire différemment dans le paiement des cachets.»

Elle a écarté d'emblée l'idée que les amateurs paient le prix de la nouvelle entente. «Le principe d'accessibilité est primordial à nos yeux», dit-elle. Et pas question non plus de simplement programmer des pièces comprenant de plus petites distributions. «Ce serait catastrophique de procéder ainsi, on ne ferait que déplacer le problème: les comédiens seraient mieux payés, mais il y en aurait moins.»

### Nouvelle donne

Globalement, Pierre Curzi estime qu'«on vient de changer la donne de la rémunération dans le domaine du théâtre. [L'entente] permet de commencer à regarder l'exercice de la pratique théâtrale d'une manière différente, en accordant tout le respect qui est dû aux acteurs». Se réjouissait-il. La comédienne Markita Boies, membre du comité de négociation, parlait de son côté «d'un beau gain pour les artistes de la scène», même si cette entente s'est négociée «difficilement». Les discussions entre les TAI et l'UDA ont en effet piétiné longtemps avant qu'un médiateur aide à résoudre la crise qui a éclaté au grand jour en janvier, quand les comédiens ont fait front commun pour refuser de signer tout contrat avec les théâtres pour la saison 2005-2006, mettant en jeu la tenue même de celle-ci.

Les prochaines semaines verront donc les agents des comédiens engagés dans une course contre la montre pour négocier tous les contrats de la saison à venir, étape indispensable à franchir avant que les diverses compagnies puissent lancer les traditionnelles campagnes de promotion et d'abonnement. Selon ce qu'il a été possible d'apprendre hier, au moins trois semaines seront nécessaires avant que les plus grandes salles puissent dévoiler ces programmations, un mois plus tard que d'habitude.

Le Devoir

personnalités en vue et de représentants du peuple, un héritage du règne d'Ho Chi Minh, est chargée, selon la constitution vietnamienne de 1992, de veiller au bon fonctionnement de l'État et de conseiller les élus dans leur travail.

La nomination est prestigieuse pour M. Thanh. Mais elle témoigne aussi de l'ouverture évidente du Vietnam à sa diaspora — composée de 200 000 personnes, descendance comprise, au Canada seulement — que Hanoi compte bien mettre à profit pour poursuivre la marche du pays vers une économie de plus en plus libérale et mondialisée.

Les dirigeants vietnamiens auraient d'ailleurs tort de s'en passer. «Les Viêt kiêu ont des bagages intéressants», résume Khanh Pham installé à Ho Chi Minh-Ville depuis 1999 après plus de 20 ans d'exil au Québec. «Ils ont évolué dans des économies et des cultures différentes, ont étudié dans une multitude de domaines, comme la gestion, l'informatique, les technologies, et aujourd'hui le Vietnam a une soif de connaissances dans tous ces domaines pour aller là où il veut.»

La matière grise est effectivement attirante. Elle a d'ailleurs valu, il y a quelques années, à Kiên Quôc Bui, un architecte français d'origine vietnamienne, une invitation en règle du gouvernement pour revenir au pays. «C'était en 1995, raconte-t-il. Le Vietnam était en plein dans la préparation du Sommet de la Francophonie [qui s'est tenu en novembre 1997 à Hanoi]. Il y avait alors ici un grand besoin d'experts en architecture pour encadrer le développement des infrastructures à mettre en place», mais aussi une envie ferme des autorités de s'inspirer des tendances internationales en la matière pour impressionner la visite.

La pierre, le béton ou la brique rouge, Othello Khanh lui n'en a eu que faire il y a huit ans quand il a remis les pieds au Vietnam après plusieurs années d'absence. Sauf peut-être pour choisir l'emplacement des bureaux de sa compagnie, CréaTV, une maison de production de films et de messages publicitaires qui aujourd'hui a pignon sur rue à Ho Chi Minh-Ville. «Quand je suis arrivé ici, le pays commençait à s'ouvrir, dit-il. La publicité faisait doucement son apparition, mais elle devait rompre avec les formules douteuses du passé [la publicité étant utilisée, dans les grandes années de l'économie planifiée, pour écouler les stocks de mauvais produits]. Des amis sont donc venus me chercher pour monter cette boîte. Ils avaient l'idée, j'avais l'expérience dans le monde de la production et de la réalisation de films à l'étranger.»

Le transfert de connaissance a de toute évidence porté ses fruits, comme en témoigne la croissance de sa maison de production soutenue par une liste de clients qui ne cessent de s'allonger... de noms d'entreprises étrangères entrant sur le marché vietnamien. Au grand bonheur des réformateurs vietnamiens, comme de ceux qui les suivent avec le sourire, et qui se réjouissent autant de mettre la main sur le cerveau des Viêt kiêu que sur les carnets d'adresse qui viennent avec.

«Voir revenir des Viêt kiêu, c'est bien. Mais nous souhaitons que les autres se développent dans leur pays d'accueil, lance Le Tien Ba, vice-président du comité gouvernemental des Viêt Kiêu. Et ce, afin qu'ils contribuent à tisser des liens entre nous et eux... dans les secteurs de la formation, du transfert de technologie, des finances, de la culture. Alouette.»

«C'est incontournable, croit Tinh Dang, un ex-Torontois re-devenu Hanoïen. Pendant des années, les Viêt kiêu ont tenu à bout de bras l'économie du Vietnam en envoyant de l'argent à leur famille, dit-il. Maintenant, il faut s'assurer que le pays devienne autonome. Et, pour ça, il faut des contrats pour accroître les échanges, de l'expertise, des investissements dans les infrastructures...»

Les exilés du Vietnam, installés dans des pays développés pour la plupart et intégrés généralement à leur nouvel environnement peuvent sans doute représenter une des clés pour ouvrir les portes de cette collaboration internationale. Collaboration que Hanoi tente sans relâche d'accroître dans les dernières années en affirmant sa présence dans tous les forums internationaux et en préparant son entrée, prévue pour la fin de cette année, selon les prévisions optimistes, au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le goût de l'ouverture est là. Tout comme les effets pervers qui pourraient venir avec. Et pas les moindres. Car en s'exposant à des zones culturelles forts différentes de la sienne, le pays risque à la longue de se faire un brin contaminer par des idées étrangères mettant en péril les fondements même de cette république socialiste avec à sa tête un parti unique et à sa base un contrôle social strict encore très perceptible malgré des signes évidents de relâchement.

Dans ce contexte de libéralisation, la question est forcément inévitable... mais constamment évitée par les Viêt kiêu qui pourtant, par leur nature bicéphale, pourraient induire des changements bien plus qu'économiques au pays.

À l'unisson toutefois, ils répondent quand le thème d'une révolution politique arrive sur la table, «être là pour faire des affaires ou pour aider le pays tout en se tenant loin de la politique», justement. Cette timidité s'explique en partie par la présence d'un journaliste et l'existence d'une loi vietnamienne interdisant la remise en question publique du monopartisme, sous peine d'emprisonnement ou d'expulsion dans le cas des étrangers. N'empêche, «il est évident que les Viêt kiêu apportent aussi avec eux des idées», reconnaît Maurice Nguyen, un Montréalais d'adoption revenu au Vietnam en 1992 où il dirige la British International School. «Et, forcément, dans leurs échanges avec les habitants d'ici, ils les partagent.»

Mais ils ne sont pas les seuls à le faire, ajoute la députée Ton Nu Thi Ninh, vice-présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. «Le Vietnam a des oreilles et des yeux, dit-elle, il voit et écoute ce qui se passe à l'étranger. Et quand les choses sont mûres dans les esprits, les changements s'opèrent.»

La formule, typiquement vietnamienne, a le mérite d'être... évasive, témoignant de la délicatesse du sujet dans un pays en pleine contradiction qui cherche à améliorer sa condition, avec calme, stratégie, sans trop, comme d'autres républiques socialistes à une autre époque, bouleverser les choses. Mais elle exprime aussi cette nouvelle réalité du Vietnam qui désormais sort de ses frontières, voyage, étudie à l'étranger pour revenir à la maison avec d'autres horizons en tête.

«Les Viêt kiêu influencent un peu l'évolution de la société», dit Can Chan, un entrepreneur de Hanoi spécialisé dans l'exportation de meubles asiatiques vers l'Europe. «Mais il ne faut pas perdre de vue que nous ne sommes que 2,7 millions, contre 82 millions de Vietnamiens restés au pays. Ce sont eux, et surtout l'émergence d'une classe de jeunes démocrates qui ont ouvert leurs esprits un peu partout à l'étranger, qui vont surtout faire bouger les choses.»

Le Devoir

À lire demain: appréciés pour l'image d'unité qu'ils représentent, ces candidats au retour font aussi saliver les autorités vietnamiennes à cause des impressionnantes sommes d'argent qui viennent généralement avec.

Ce reportage a été réalisé en partie avec le soutien de l'Agence canadienne du développement international (ACDI).